



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

E+E

Economy and Education

Direction du développement
et de la coopération DDC

Articuler les compétences de base, le développement des compétences professionnelles et l'intégration au marché de l'emploi



Table des matières

Messages clés

La « Perméabilité » dans les systèmes éducatifs – Synthèse

L'orientation professionnelle précoce- Synthèse

Repenser les parcours d'insertion pour les exclus du système scolaire : Leçons sur l'articulation des programmes éducation et formation de la DDC en Afrique de l'Ouest



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

E+E

Economy and Education

**Direction du développement
et de la coopération DDC**

Articuler les compétences de base, le développement des compétences professionnelles et l'intégration au marché de l'emploi

Messages clés



Les enfants plus âgés et non scolarisés, ainsi que les jeunes ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET) ont besoin de parcours alternatifs

Plutôt que de soutenir leur retour dans les écoles formelles (comme cela peut être fait avec de plus jeunes enfants), ces groupes vulnérables ont besoin de parcours sur mesure qui combinent des compétences fondamentales, des compétences professionnelles, et des mesures d'insertion économique.



Les parcours d'apprentissage doivent être orientés vers l'emploi

De l'apprentissage fondamental au développement des compétences professionnelles et à l'insertion économique, chaque composante doit s'inscrire dans un parcours intégré permettant aux jeunes de progresser vers l'insertion économique et de s'épanouir de manière autonome dans la société, quelles que soient leurs lacunes initiales. Les acteurs des secteurs public et privé doivent contribuer à chaque étape.

Les parcours d'apprentissage doivent intégrer les compétences fondamentales qui leur font défaut

Les compétences fondamentales constituent la base de tout apprentissage ultérieur. Si elles n'ont pas été acquises par la scolarisation formelle classique, elles doivent être intégrées aux parcours d'apprentissage alternatifs. Ces compétences fondamentales comprennent les compétences cognitives (littératie, numératie, maîtrise du numérique, esprit critique) et les compétences socio-émotionnelles (par exemple, autorégulation émotionnelle, communication et relations interpersonnelles). Elles sont essentielles à tout processus d'apprentissage, à l'autonomie, au travail et, plus généralement, à une contribution positive à la société et au développement durable.



Plusieurs sortes de parcours d'apprentissage alternatifs pour les jeunes peuvent être proposés pour intégrer les compétences fondamentales, les compétences professionnelles et l'insertion économique, en fonction de l'âge et des situations

Offrir une éducation alternative intégrée avec le développement des compétences (pré)professionnelles

Pour les jeunes adolescents (12-15 ans environ), trop âgés pour retourner à l'école formelle classique et trop jeunes pour travailler, des programmes alternatifs pluriannuels peuvent combiner une éducation de la seconde chance avec une formation préprofessionnelle, afin d'accéder à des formations professionnelles et à des emplois plus avancés. Pour les plus âgés (15 ans et plus), des classes passerelles ou des formations accélérées plus courtes d'une durée de quelques semaines, à plusieurs mois, peuvent être proposés avant l'accès à la formation professionnelle. Ces programmes sont plus efficaces lorsqu'ils sont enseignés en lien étroit avec des situations concrètes de la vie professionnelle, des problématiques personnelles, des perspectives d'emploi et une orientation professionnelle.



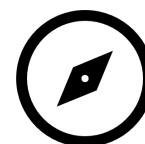
Intégrer les compétences fondamentales dans les programmes de DCP

Les programmes de DCP qui accueillent des jeunes apprenants peu ou pas scolarisés doivent intégrer la lecture, le calcul et d'autres compétences fondamentales. Dans les pays multilingues, ils doivent veiller à dispenser un enseignement dans la langue maternelle de l'apprenant (ou dans une langue qu'il maîtrise oralement) et à dispenser un enseignement efficace avec des pédagogies modernes afin d'assurer un lien étroit avec les situations personnelles, de vie et professionnelles. Cela peut nécessiter un partenariat avec des pédagogues compétents et des spécialistes de la lecture, de l'écriture et du calcul. L'intégration de l'apprentissage fondamental est un investissement rentable en raison de son impact sur l'employabilité. Il permet aux apprenants de gérer les situations d'incertitude ou de crise et de contribuer positivement à la société.



Renforcer l'orientation et l'accompagnement en début de carrière

L'orientation professionnelle devrait être formalisée dans les programmes scolaires et accessible aux jeunes déscolarisés et aux jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Elle devrait inclure des modèles, faire participer les parents et exposer les apprenants au monde du travail, en s'appuyant sur le savoir-faire unique de la Suisse en la matière.



Élargir l'accès à une formation professionnelle inclusive et de courte durée

Des formations modulaires de courte durée, adaptées à la demande du marché local (par exemple, couture, installation solaire, transformation alimentaire), permettent aux jeunes analphabètes ou peu scolarisés d'acquérir rapidement des compétences monétisables, y compris dans l'économie informelle. Ces formations modulaires de courte durée peuvent permettre aux jeunes de développer progressivement leurs compétences dans une perspective d'apprentissage tout au long de la vie.



Promouvoir l'insertion professionnelle et le soutien à l'entrepreneuriat

Le DCP pour les jeunes doit intégrer le placement professionnel, l'accompagnement à l'auto-emploi et l'accès au crédit ou à des kits de démarrage. Le succès des mesures d'insertion économique, notamment celles liées à l'entrepreneuriat, repose fortement sur des compétences techniques et fondamentales, notamment la culture financière, les compétences numériques et les compétences socio-émotionnelles.



Favoriser la perméabilité et la reconnaissance des parcours d'éducation et de formation

Au niveau systémique, la perméabilité – entre les filières générales et professionnelles, et entre les systèmes informels et formels – est essentielle pour garantir une meilleure inclusion des apprenants n'ayant pas eu accès aux parcours d'apprentissage traditionnels. Les apprenants peuvent progresser grâce à des mécanismes tels que la validation des acquis, les options de double certification et des transitions claires.



Assurer la résilience dans les contextes de crise

Dans les zones fragiles et touchées par les crises, les programmes combinant les apprentissages fondamentaux et le développement des compétences professionnelles pour soutenir les jeunes dans leur transition vers l'insertion économique sont encore plus importants.



Éditeur Agence suisse pour le développement et la coopération DDC
Eichenweg 5, 3003 Berne-Zollikofen
eenetwork@eda.admin.ch
www.sdc-economy-education.ch
www.sdc.admin.ch

Crédits photo Helvetas, Fatoumata Diabate

Auteurs Équipe d'appui à la section E+E.

Design Helvetas



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

E+E

Economy and Education

Direction du développement
et de la coopération DDC

Articuler les compétences de base, le développement des compétences professionnelles et l'intégration au marché de l'emploi

La « Perméabilité » dans les systèmes éducatifs – Synthèse



Table of Contents

L'importance de la perméabilité	3
Comment mesurer le degré de perméabilité des systèmes éducatifs ?	4
Faire en sorte que le continuum fonctionne pour les jeunes non scolarisés	5

L'importance de la perméabilité

Références : Note « Comment faire » de la DDC – Interconnexion de l'éducation et du développement professionnel pour l'intégration au marché du travail et le développement économique (2023)

Défi : Faible perméabilité et programmes d'études mal alignés entre les différents niveaux d'enseignement

Dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire, les apprenants se heurtent à des obstacles systémiques dans leur parcours éducatif, notamment lors de la transition de l'éducation et de la formation de base vers l'enseignement post-élémentaire, ou lors de la transition des filières non formelles vers l'enseignement formel, quel que soit le niveau d'enseignement. Un problème fondamental réside dans le manque de perméabilité, c'est-à-dire la facilité avec laquelle les apprenants peuvent passer de l'enseignement général à l'enseignement professionnel ou reprendre leurs études après une interruption. L'inadéquation des programmes entre le premier et le deuxième cycle du secondaire, la fragmentation de la gouvernance et le cloisonnement des responsabilités entre les ministères entravent les transitions harmonieuses et la planification sectorielle coordonnée. De plus, les apprentissages non formels et les compétences acquises sont rarement reconnus, et les ressources financières sont souvent mal réparties entre les niveaux obligatoires et post-obligatoire. Ces lacunes systémiques empêchent les apprenants, en particulier ceux qui abandonnent ou ne terminent pas le premier cycle du secondaire (ou même le primaire), d'accéder à d'autres opportunités.

Solutions potentielles : politiques sectorielles holistiques, gouvernance et parcours d'apprentissage flexibles

Pour relever ces défis, la DDC peut soutenir des plans sectoriels intégrés couvrant l'ensemble du continuum éducatif et établir des structures de coordination entre les ministères concernés. La perméabilité est également renforcée par l'intégration de mécanismes de reconnaissance des acquis. Des mesures spécifiques peuvent créer des parcours d'apprentissage formels pour les apprenants vulnérables (notamment les migrants et les minorités) et ceux dont la scolarité est interrompue.

Comment mesurer le degré de perméabilité des systèmes éducatifs ?

Références : Un ticket pour monter et un ticket pour sortir – Promouvoir et garantir la perméabilité dans la réforme du système éducatif, Katie Caves, Patrick McDonald, Ditjola Naço, Ursula Renold, CES Studies, Nr. 32, Février 2023 (voir résumé de l'étude)

L'évaluation de la perméabilité générale d'un système éducatif peut être effectuée à l'aide des types de perméabilité (énumérés à la page 8 de l'étude) et d'un arbre de décision simple (voir ci-dessous).

Deux voies complémentaires peuvent conduire à une meilleure perméabilité et donc à une plus grande équité et efficacité :

- Assurer ou améliorer les mécanismes de transition entre les niveaux et les secteurs, et
- Ajouter des formations professionnelles à chaque niveau pour garantir l'exhaustivité de l'offre.



Exemples concrets

Références : Webinaire “Vers des systèmes éducatifs plus inclusifs et plus orientés vers le marché du travail : pourquoi et comment pouvons-nous créer davantage de « perméabilité » entre les parcours de formation académique et professionnelle ?” (2023)

Validation des acquis au Népal

Au Népal, de nombreux travailleurs manquent encore de formation et de certification formelles. La validation des acquis de l'expérience (VAE) leur permet d'accéder à de meilleures conditions de travail ou à l'enseignement supérieur. La solution au Népal a consisté à proposer une certification des acquis en dehors du système éducatif formel, par le biais de tests d'observation en milieu professionnel.

Cependant, l'expérience du Népal a montré que, bien que les certificats de VAE soient, sur le papier, équivalents à certains certificats du Conseil national d'évaluation des compétences, ils sont en réalité perçus comme une option de second ordre. Cela prouve que sans sensibilisation des employeurs et des enseignants à l'intérêt de la VAE, celle-ci risque de ne pas avoir l'impact escompté.

Stratégie de formalisation au Bénin

Le Bénin a une longue tradition d'apprentissage informel, mais dans la plupart des cas, sans débouché sur un emploi de qualité. Le gouvernement béninois, soutenu par ses partenaires donateurs, a donc lancé deux initiatives visant à formaliser l'apprentissage informel.

Cette stratégie comprend le Certificat de qualification professionnelle (CQP) et le Certificat de qualification aux métiers (CQM). Le CQP est un programme de deux ans qui combine apprentissage traditionnel et enseignement en classe dans des écoles professionnelles, tandis que le CQM permet d'obtenir un certificat de fin d'études de niveau CITE 2 sans formation en alternance.

L'admission à ces programmes est conditionnée par la réussite d'un examen d'entrée et leur achèvement par la réussite d'un examen final.

Bonnes pratiques et conseils des praticiens pour favoriser la perméabilité dans les systèmes éducatifs

Références : Entretiens avec Usha Bhandari (Népal) et Francois Niada (Afrique de l'Ouest)

Commencer par un diagnostic national

- ▶ Cartographier le paysage de l'éducation et de l'emploi : identifier le niveau de « perméabilité » du système d'éducation et de formation.
- ▶ Poser des questions stratégiques : quels sont les principaux points d'entrée pour améliorer la perméabilité et favoriser davantage de possibilités de progression dans les parcours d'apprentissage ? Pourquoi un cadre national de certifications ? Quel sera son impact sur la continuité de l'apprentissage, l'employabilité et l'équité ?

Assurer l'engagement des parties prenantes intersectorielles

- ▶ Impliquer les ministères (Éducation, Travail, Économie), les organismes de formation, les employeurs, les syndicats, la société civile et les collectivités locales.
- ▶ Utiliser des approches participatives et favoriser une appropriation partagée dès le départ.
- ▶ S'appuyer sur les cadres nationaux de développement et de planification budgétaire et s'y conformer.

Concevoir des parcours flexibles et inclusifs

- ▶ Créer des cadres de qualifications intégrant l'apprentissage formel et non formel.
- ▶ Inclure des mécanismes de validation des acquis de l'expérience (VAE) pour certifier les compétences informelles.
- ▶ Permettre la mobilité entre les filières générales et professionnelles, entre l'enseignement et la formation de base et entre les filières d'enseignement de base formel et non formel.

Adapter les approches aux profils divers des apprenants

- ▶ Proposer des programmes de deuxième chance, de transition ou de rattrapage aux jeunes déscolarisés et « NEET » (« ni en études, ni en formation, ni en emploi »).
- ▶ Concevoir des programmes modulaires et accélérés pour les apprenants plus âgés sans scolarité formelle et veiller à ce qu'ils donnent accès à un apprentissage complémentaire.
- ▶ Envisager des approches intergénérationnelles (par exemple, en reliant l'alphabétisation des jeunes et des adultes) pour renforcer l'impact familial et communautaire.

Impliquer le secteur privé de manière proactive

- ▶ Organiser des consultations avec les entreprises pour co-concevoir les contenus de formation et définir les normes professionnelles.
- ▶ Mettre en place des comités sectoriels de compétences pour institutionnaliser le dialogue et renforcer la confiance.
- ▶ Utiliser des modèles de formation en alternance lorsque cela est pertinent (par exemple au Rwanda) pour renforcer l'apprentissage pratique et les résultats en matière d'emploi.

Impliquer les représentants des travailleurs et les syndicats

- ▶ Mettre en évidence la manière dont les qualifications professionnelles peuvent favoriser la reconnaissance, la mobilité et l'avancement professionnel des travailleurs.
- ▶ Engager un dialogue politique pour garantir la reconnaissance des qualifications professionnelles dans le droit du travail et les systèmes d'embauche publics.

Répondre à la résistance institutionnelle par le dialogue

- ▶ Reconnaître les préoccupations du secteur universitaire concernant l'équivalence et les normes.
- ▶ Clarifier le rôle complémentaire, et non concurrent, des qualifications professionnelles et universitaires.

Localiser les services d'orientation et d'information professionnelle

- ▶ Créer des centres d'orientation professionnelle régionaux ou provinciaux offrant des informations accessibles sur la formation, l'emploi et les choix de vie.
- ▶ Adapter les messages pour rendre les parcours de formation visibles et attrayants pour les jeunes et les familles.

Piloter, adapter et faire évoluer progressivement

- ▶ Commencer par des initiatives pilotes dans des régions ou des secteurs spécifiques pour tester les modèles et les affiner en fonction des retours d'expérience.
- ▶ Utiliser des mécanismes de financement flexibles pour soutenir l'innovation avant une adoption plus large par le gouvernement.

Capitaliser sur l'apprentissage Sud-Sud et le soutien pratique

- ▶ Organiser des voyages d'études, des évaluations par les pairs et des échanges transnationaux pour partager les pratiques et renforcer les capacités.
- ▶ Promouvoir l'apprentissage horizontal au sein des équipes et des partenaires de la DDC dans différents contextes.

Fournir des outils pratiques, pas seulement théoriques

- ▶ Développer des boîtes à outils claires et concrètes pour expliquer la perméabilité et comment la mettre en œuvre.
- ▶ Produire des guides et des modèles simplifiés pour soutenir la programmation sur le terrain.
- ▶ Animer des ateliers et des apprentissages internes pour analyser comment les programmes existants favorisent déjà la perméabilité, parfois sans s'en rendre compte.

Faire en sorte que le continuum fonctionne pour les jeunes non scolarisés

Référence : Etat des lieux en Afrique de l'Ouest et webinaire régional (2024)

En Afrique de l'Ouest, un nombre important de jeunes n'atteignent pas le cycle d'enseignement secondaire formel ni ne le terminent. Pour ces jeunes, dont beaucoup sont majeurs, vivent en milieu rural et sont engagés dans l'économie informelle, **l'éducation alternative et le développement des compétences ne sont pas des options secondaires, mais des voies essentielles** vers l'autonomisation personnelle et l'insertion économique.

1. L'éducation alternative comme fondement de l'apprentissage et de la vie

Dans des pays comme le Niger, le Mali et le Bénin, l'éducation alternative a démontré que :

- ▶ **Les compétences fondamentales sont importantes** : que ce soit pour s'adapter à la vie quotidienne ou pour accéder à une formation professionnelle, l'alphabétisation fonctionnelle, le calcul et les compétences de vie favorisent l'employabilité et l'autonomie.
- ▶ **Les programmes modulaires et flexibles fonctionnent** : ces alternatives proposent des parcours pluriannuels ou accélérés adaptés à l'âge, au contexte et aux réalités locales des apprenants.
- ▶ **La pertinence est essentielle** : en intégrant des activités pratiques (jardins scolaires, artisanat, découverte des métiers), ces programmes aident les apprenants à relier l'éducation aux opportunités du monde réel.

2. Relier les compétences fondamentales à la formation professionnelle grâce à des modèles adaptés

Des programmes comme GWANI (Niger) et FORCE (Bénin) montrent comment la formation professionnelle peut être rendue **accessible et significative** pour les jeunes non scolarisés :

- ▶ **Aucun ou peu de prérequis formels** : Des modèles comme le Certificat de Qualification Métier (CQM) ou l'apprentissage non formel permettent aux apprenants analphabètes ou semi-alphabètes de suivre une formation pratique et d'obtenir une certification basée sur des compétences pratiques.
- ▶ **Alphabétisation et DCP vont de pair** : Des programmes comme PAGEDA (Bénin) proposent une formation parallèle en alphabétisation aux apprentis et aux artisans, améliorant ainsi leurs performances commerciales et techniques.
- ▶ **Formats courts et modulaires** : Des options de formation flexibles (par exemple, réparation de téléphones portables, boulangerie, couture) permettent des transitions rapides vers des activités génératrices de revenus, en particulier dans les contextes fragiles ou informels.

3. Permettre les transitions et l'insertion durable

Les résultats durables dépendent de la capacité à **relier l'apprentissage à des moyens de subsistance décents** :

- ▶ **Des voies de sortie claires** : Après l'éducation de la deuxième chance, les apprenants peuvent soit réintégrer l'école formelle, soit s'orienter vers des centres de formation professionnelle, soit créer une micro-entreprise.
- ▶ **Plateformes et conseils locaux** : L'orientation professionnelle communautaire, les conseillers en insertion et le coaching d'entreprise simplifié aident les jeunes à s'orienter parmi les options et à obtenir un soutien (par exemple, des boîtes à outils, des subventions de démarrage).
- ▶ **Mécanismes de reconnaissance** : Les systèmes de validation des acquis et l'alignement sur les cadres nationaux de certification permettent aux apprenants de progresser ou de certifier des compétences informelles.

4. Changements stratégiques pour valoriser de manière égale l'apprentissage non formel et professionnel

- ▶ **L'éducation alternative doit être considérée comme un système à part entière**, doté d'une gouvernance, de lignes budgétaires et de stratégies nationales appropriées (par exemple, la Stratégie nationale de renforcement des alternatives éducatives au Bénin).
- ▶ **La formation professionnelle doit être inclusive dès sa conception**, adaptée aux apprenants peu alphabétisés et accessible dans les zones rurales et fragiles.
- ▶ **L'éducation et la formation doivent converger**, offrant un continuum qui ne s'arrête pas à la porte de l'école, mais ouvre diverses voies vers l'inclusion économique et sociale.

Éditeur Agence suisse pour le développement et la coopération DDC
Eichenweg 5, 3003 Berne-Zollikofen
eenetwork@eda.admin.ch
www.sdc-economy-education.ch
www.sdc.admin.ch

Crédits photo Helvetas, Simon B. Opladen

Auteurs Équipe d'appui à la section E+E.

Design Helvetas

Berne, juin 2025, © DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

E+E

Economy and Education

Direction du développement
et de la coopération DDC

Articuler les compétences de base, le développement des compétences
professionnelles et l'intégration au marché de l'emploi

L'orientation professionnelle précoce- Synthèse



Table des matières

Pourquoi l'orientation professionnelle ?	3
Orienter les étudiants	3
Accompagner les transitions	3
Considérations clés	4
L'orientation professionnelle pour les jeunes défavorisés	5
Orientation professionnelle : expériences en Afrique de l'Ouest	6
Tirer parti de l'expérience suisse	7
Références	8

Pourquoi l'orientation professionnelle ?

Orienter les étudiants

Les élèves qui terminent la scolarité obligatoire prennent souvent des décisions **mal informées** concernant leur formation post-obligatoire en raison d'un manque d'orientation professionnelle et de découverte des métiers intégrées au premier cycle du secondaire. Il en résulte une méconnaissance des opportunités du marché du travail, une augmentation des taux d'abandon scolaire dans les filières professionnelles et un manque d'attrait pour les programmes professionnels auprès des jeunes et de leurs parents.

Pour remédier à ce problème, une solution consiste à **intégrer l'orientation professionnelle et l'orientation métier au programme du premier cycle du secondaire**. Cela comprend l'organisation de salons de l'emploi, la promotion de certaines professions, la mobilisation de rôles modèles et l'implication des parents. La DDC mène un dialogue politique et des interventions systémiques pour améliorer et intégrer ces éléments d'orientation professionnelle dans les systèmes éducatifs, notamment pour les enfants et les jeunes ayant abandonné leurs études ou inscrits dans des programmes d'éducation non formelle.

L'orientation professionnelle : de l'huile dans l'« usine à compétences » de l'EFP

La formation professionnelle peut être considérée comme une véritable "usine à compétences" produisant des aptitudes et compétences conformes aux référentiels nationaux. Associé à l'orientation professionnelle (OP), le système est plus efficace, car l'OP aide à associer les individus aux formations adaptées et accompagne les processus de recherche d'emploi et de candidature, favorisant ainsi les parcours entrepreneuriaux. Cependant, son efficacité peut être limitée lorsque les institutions peinent à mettre en place des relations étroites, par exemple entre les centres d'OP municipaux et les universités.

Accompagner les transitions

Le parcours formation-vie professionnelle d'un élève comporte plusieurs transitions, dont deux sont particulièrement cruciales :

- la transition **de l'enseignement obligatoire à l'enseignement post-obligatoire**, et
- la transition **des études à la vie active**. Ces deux transitions ne sont pas toujours faciles, notamment pour les élèves les plus défavorisés.

Pour accompagner ces transitions, la découverte des métiers prépare les élèves à la formation professionnels (FP), tandis que l'orientation professionnelle fournit des informations détaillées sur les parcours de formation spécifiques et les métiers associés

Considérations clés

Processus d'apprentissage individuel : L'orientation professionnelle (OP) accompagne les jeunes dans un processus d'apprentissage visant à développer les compétences nécessaires à la connaissance de soi (comprendre leurs forces, leurs valeurs et leurs ressources), à la prise de conscience des opportunités (explorer les opportunités d'apprentissage et de travail) et à la prise de décision (développer les compétences interpersonnelles et les compétences en gestion de carrière). Les conseillers en orientation professionnelle et les familles jouent un rôle essentiel dans cette approche visant à autonomiser les individus.

Les parents et la famille jouent un rôle important dans les choix de carrière. Les parents influencent considérablement les décisions de carrière, et l'orientation professionnelle doit impliquer à la fois les jeunes et leur environnement social. L'influence des parents diminue en raison des nouveaux métiers et de la numérisation, ce qui rend l'orientation professionnelle encore plus importante pour les jeunes.

L'inclusion est un élément essentiel de l'orientation professionnelle. Les approches sensibles au genre et le soutien aux groupes marginalisés sont essentiels. Par exemple, pour l'intégration des réfugiés, les groupes mixtes de réfugiés et de locaux sont les plus efficaces, favorisant la cohésion sociale et l'inclusion. Les conseillers d'orientation issus de milieux similaires peuvent instaurer la confiance et améliorer l'efficacité. Ces pratiques inclusives garantissent que l'orientation professionnelle est accessible et bénéfique à tous, quelle que soit leur origine.

La collaboration et la coordination entre les multiples acteurs sont essentielles à une orientation professionnelle efficace. Cela inclut notamment les administrations locales et centrales, les universités, les enseignants et les conseillers d'orientation. Ces derniers doivent travailler en étroite collaboration avec les enseignants. La coordination entre les administrations locales et centrales est également essentielle, mais demeure un défi. Les centres sociaux et les ONG jouent un rôle crucial dans le soutien aux jeunes marginalisés.

Albanie : lutter contre le chômage des jeunes

Le projet d'accès à l'emploi soutenu par la DDC en Albanie, mené de 2013 à octobre 2025, vise à créer de meilleures opportunités d'emploi pour les jeunes en s'attaquant à la demande, à l'offre et aux services d'intermédiation du marché du travail.

Les difficultés rencontrées incluent une compréhension limitée et fragmentée de l'orientation professionnelle, une préparation professionnelle inadéquate et un manque de services fiables, complets et faciles à utiliser. Pour y remédier, le projet a conçu une approche holistique reposant sur quatre piliers : le soutien aux prestataires institutionnels, le développement de contenus, la formation des conseillers d'orientation et la promotion continue.

Le projet implique un **large éventail de parties prenantes** et s'inspire d'un modèle suisse adapté au contexte albanais. Les **municipalités** ont intégré les services d'orientation professionnelle à leurs politiques de promotion de l'emploi, avec des centres proposant des services aux 15-29 ans et des intermédiaires privés proposant une orientation professionnelle spécialisée. La formation des **conseillers d'orientation** est soutenue par un partenariat avec la Faculté des sciences sociales et l'Université de Lausanne, qui a développé un programme de master et divers outils pour accompagner les jeunes dans leur orientation professionnelle. Les moments clés de transition abordés par le programme comprennent la fin de l'école primaire, la transition du lycée vers l'université ou le marché du travail, et l'adaptation continue au marché du travail. Le programme aide les jeunes à comprendre leurs forces, leurs intérêts et leurs faiblesses, et les familiarise avec le monde du travail grâce à des solutions numériques comme un portail national des carrières.

Le programme a franchi des étapes importantes : plus de 20 000 personnes bénéficiaient de services d'orientation professionnelle fin 2023, dont 55 % de femmes. L'impact de l'orientation professionnelle prend du temps, et les défis restants incluent la consolidation des services d'orientation professionnelle au niveau universitaire et l'intégration de modules d'éducation à l'orientation professionnelle dans les programmes préuniversitaires.

L'orientation professionnelle pour les jeunes défavorisés

L'orientation professionnelle doit être intégrée aux programmes scolaires dès le plus jeune âge afin d'éviter que les jeunes ne deviennent « NEET » (ni en études, ni en emploi, ni en formation). Cela implique de familiariser les élèves avec le monde du travail par des expériences pratiques et de collaborer avec des intermédiaires tels que des ONG et des associations pour atteindre les jeunes ayant quitté le système.

Les jeunes défavorisés sont **très difficiles à atteindre**, il est crucial de collaborer avec des partenaires locaux pour y parvenir. L'orientation professionnelle doit être déclinée en modules courts et immédiatement utiles, et dispensée selon des méthodes **flexibles et adaptables** afin de fournir des informations pertinentes aux jeunes NEET.

Laos : Soutenir la transition des jeunes défavorisés vers le marché du travail

Le projet soutenu par la DDC au Laos vise à accompagner les jeunes dans leur transition vers le monde du travail, comblant ainsi le déficit d'aide à l'emploi négligé par de nombreux projets de développement des compétences. Dans un pays où 60 % de la population est âgée de moins de 25 ans, le projet cible les jeunes défavorisés âgés de 15 à 35 ans, en particulier ceux ayant un faible niveau d'éducation et ayant abandonné leurs études. Mis en œuvre de 2020 à 2024 en partenariat avec la Haute École de Lucerne et le ministère de l'Éducation nationale (ME), le projet est déployé dans cinq provinces et prévoit d'être étendu à la capitale lors de sa deuxième phase.

Le projet cible les jeunes défavorisés des zones rurales et comprend trois volets principaux : des formations courtes, des services d'aide à l'emploi et un soutien à l'auto-emploi. Ces services comprennent un cycle de coaching pour l'emploi et un accompagnement post-formation pour les diplômés de l'EFP.

Lors de la première phase, 50 coachs, dont certains issus de groupes ethniques, ont été formés à l'aide à l'emploi. Cette initiative a atteint un taux d'emploi de 72 %. Le programme comprend un cycle de coaching de 12 mois, ainsi qu'un accompagnement post-formation de courte durée (2 semaines) lié à la formation professionnelle initiale (FPEI). Cet accompagnement aide les jeunes à trouver un emploi et à le conserver.

Certaines des considérations ci-dessous sont tirées du cas du Laos (voir ci-dessus) :

Utiliser une approche fondée sur l'expérience

: les jeunes et les coachs ont tendance à préférer la formation en entreprise et la formation dans le secteur privé. Combiner la théorie avec la pratique immédiate et la réflexion permet des ajustements fondés sur l'expérience. Cette approche est particulièrement efficace pour les groupes vulnérables qui ont un besoin urgent d'expérience pratique. Cependant, dans les provinces rurales, les prestataires de formation sont souvent limités. Faire appel au secteur privé (petites entreprises, entreprises familiales) contribue à relever ce défi.

Réduire la durée de la formation : la réduction des cycles de coaching à long terme répond mieux aux besoins des jeunes défavorisés des zones rurales, qui ont souvent du mal à s'engager sur de longues périodes.

Soutenir l'auto-emploi : lorsque les

opportunités d'emploi sont limitées (par exemple dans les zones rurales défavorisées), l'intérêt pour l'auto-emploi est élevé. Fournir des compétences commerciales de base ainsi qu'un capital d'amorçage pour soutenir les activités génératrices de revenus et les petites entreprises contribue à répondre à ce besoin.

Comblé le manque de compétences fondamentales :

ce manque de compétences fondamentales laisse les individus démunis face à un monde incertain où la nature des emplois évolue rapidement et où l'adaptabilité est essentielle. Les séances de coaching, les formations techniques et entrepreneuriales sont des opportunités pour permettre aux jeunes défavorisés qui n'ont pas bénéficié d'une éducation de base d'acquérir ces compétences fondamentales (alphabétisation, mathématiques, etc.).

Orientation professionnelle : expériences en Afrique de l'Ouest

Une analyse des expériences de trois pays d'intervention de la DDC en Afrique de l'Ouest (Niger, Mali et Bénin) met en évidence le rôle essentiel des programmes d'orientation professionnelle, lorsqu'ils existent. Cependant, ces services restent souvent peu structurés, souffrent d'un manque chronique de ressources humaines et financières, et dépendent souvent de financements extérieurs, ce qui limite leur pérennité.

Renforcer les programmes d'orientation professionnelle en les formalisant et en consolidant les partenariats avec les acteurs locaux permettrait d'élargir les perspectives professionnelles des jeunes.

Au **Niger**, des plateformes locales et des conseillers d'insertion, financés par des partenaires comme la Suisse, accompagnent les jeunes dans leur choix d'orientation professionnelle. Le Projet d'éducation alternative pour les jeunes (PEAJ), qui propose une éducation alternative aux enfants non scolarisés âgés de 9 à 14 ans, comprend également des programmes de découverte des métiers au sein des Centres communautaires d'éducation alternative des jeunes (CCEAJ). Le programme GWANI, qui cible les jeunes de 15 à 35 ans, vise, entre autres objectifs, à intégrer le secteur privé dans l'orientation professionnelle. Il comprend des interventions visant à renforcer les Espaces Orientation-Jeunesse existants dans les régions, départements et communes où le programme est actif. Il propose également des formations aux conseillers d'orientation professionnelle sur des sujets liés au placement et au suivi des jeunes dans les organisations du secteur privé et les petites entreprises.

Au **Mali**, l'impact des services publics d'orientation professionnelle est limité, et un rôle plus actif des autorités locales dans l'orientation et la gestion des programmes de formation et d'insertion au niveau décentralisé est nécessaire. Le Programme d'Appui à l'Éducation Non Formelle (PENF), qui cible les enfants et les jeunes (15-24 ans) non scolarisés ou en décrochage scolaire précoce, ainsi que les adultes analphabètes, met en œuvre des programmes d'information jeunesse avec le soutien des autorités locales. Le programme PartIICIP soutient la formation professionnelle de 4 000 jeunes de 15 à 25 ans. Reconnaisant l'importance de l'orientation professionnelle pour les jeunes, ce programme explore la possibilité d'introduire des activités d'orientation professionnelle dès le cycle fondamental (7e, 4e et 3e années) et dans les centres d'éducation non formelle. Cela permettrait d'informer les apprenants sur les opportunités de carrière et d'insertion, facilitant ainsi leur transition vers le monde du travail.

Au **Bénin**, l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) joue un rôle dans l'orientation professionnelle, mais ses ressources sont limitées. Le secteur privé propose des services d'orientation professionnelle, tels que les Centres Don Bosco. Cependant, ces services souffrent d'un manque de coordination et d'un manque de financement durable et suffisant. Le Programme d'Appui à l'Éducation et à la Formation des Enfants Exclus (PAEFE), soutenu par la DDC, comprend un volet d'orientation professionnelle au sein des centres Barka du programme, permettant de sensibiliser les étudiants aux opportunités professionnelles existantes.

Tirer parti de l'expérience suisse

En Suisse, l'orientation professionnelle commence tôt et est profondément ancrée dans le système éducatif. Dès l'école primaire, les élèves participent chaque année aux « Journées du Futur », où ils découvrent différents métiers par la pratique. Dès la fin du primaire, les discussions sur l'orientation commencent, notamment lors des orientations des élèves vers différentes filières du secondaire.

Au collège, l'orientation professionnelle devient plus structurée. Des conseillers d'orientation interviennent directement auprès des élèves, impliquant les parents dans le processus d'orientation.

Les stages d'observation en entreprise sont encouragés et les élèves commencent à discuter des options de formation post-obligatoire dès la deuxième année du collège. Ils bénéficient également de nombreuses journées portes ouvertes et de visites guidées dans des centres de formation professionnelle, des lycées et des entreprises. L'apprentissage est activement promu et socialement valorisé comme une option de premier choix, et non comme une solution de repli.

Références

- ▶ Note pratique de la DDC – Articulation de l'éducation professionnelle et du développement professionnel pour l'intégration au marché du travail et le développement économique (2023).
- ▶ Webinaire de la DDC « Faciliter les transitions de l'éducation de base au développement professionnel et au marché du travail – le rôle de l'orientation professionnelle », et document de questions-réponses associé (2024).
- ▶ Session d'approfondissement en ligne de la DDC sur l'orientation professionnelle en février 2024.

Éditeur Agence suisse pour le développement et la coopération DDC
Eichenweg 5, 3003 Berne-Zollikofen
eenetwork@eda.admin.ch
www.sdc-economy-education.ch
www.sdc.admin.ch

Crédits photo Helvetas, Simon B. Opladen

Auteurs Équipe d'appui à la section E+E.

Design Helvetas

Berne, juin 2025, © DDC



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

E+E

Economy and Education

Direction du développement
et de la coopération DDC

Articuler les compétences de base, le développement des compétences professionnelles et l'intégration au marché de l'emploi

Repenser les parcours d'insertion pour les exclus du système scolaire : Leçons sur l'articulation des programmes éducation et formation de la DDC en Afrique de l'Ouest



Table des matières

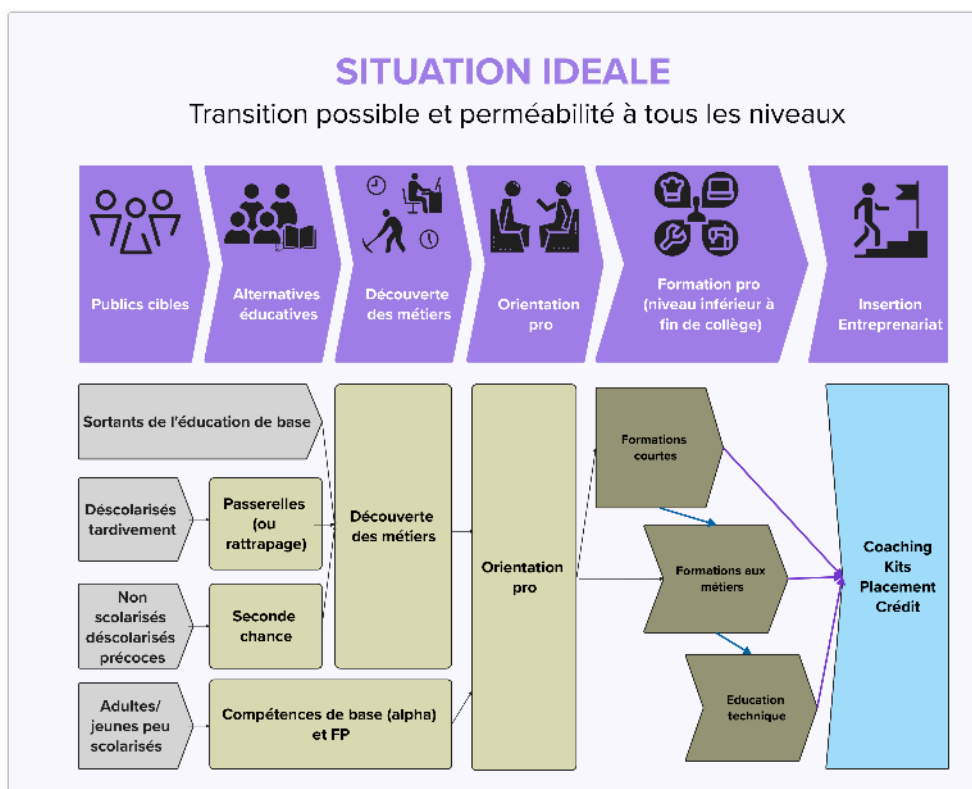
Introduction	3
Insérer les jeunes déscolarisés à travers le continuum éducation-formation-emploi : un défi régional	3
Apprentissage régional pour renforcer le continuum éducation-formation-insertion	4
Leçons apprises : points d'appui, défis et pistes d'amélioration	5
Etat des lieux au Niger	7
Contexte institutionnel	7
Niveau opérationnel	8
Etat des lieux au Mali	12
Contexte national	12
Niveau opérationnel	15
Perspectives pour la prochaine intervention	17
Etat des lieux au Bénin	19
Contexte national	19
Niveau opérationnel	27

Introduction

Insérer les jeunes déscolarisés à travers le continuum éducation-formation-emploi : un défi régional

En Afrique de l'Ouest, de nombreux jeunes ne peuvent envisager d'achever le premier cycle du secondaire ou, pour ceux qui ont abandonné l'école, de retourner dans l'enseignement formel. Pour ces jeunes, les dispositifs d'éducation alternative et de développement de compétences professionnelles sont des voies essentielles vers l'autonomisation personnelle et l'insertion économique.

Le graphique ci-dessus illustre ce que pourrait être une situation idéale, dans laquelle une transition fluide est possible à toutes les étapes, en fonction du profil initial des apprenants.



En premier lieu, pour combler le déficit de compétences de base du à une éducation fondamentale insuffisante, des programmes adaptés d'alternatives éducatives sont nécessaires: programmes de seconde chance pluriannuels pour les non scolarisés ou déscolarisés précoces ; classes passerelles ou dispositifs accélérés de quelques semaines à

quelques mois pour les déscolarisés tardifs ; modules d'alphabétisation fonctionnelle intégrés à la formation professionnelle pour les jeunes et adultes peu ou pas scolarisés. Ces différentes modalités peuvent être proposées de manière intégrée au sein d'un même dispositif, comme le Dispositif d'Éducation Accélérée Harmonisé (DEAH) en cours d'expérimentation par la Banque Mondiale au Niger.

Ces programmes permettent l'acquisition des compétences fondamentales qui fournissent les éléments fondamentaux pour tous les autres apprentissages, les connaissances et les compétences de niveau supérieur. Elles incluent les acquis de base en lecture, écriture, calcul, ainsi que des compétences de vie nécessaires à l'exercice d'un métier (y compris savoir défendre ses droits), mais aussi à la participation active à la vie citoyenne, à la construction d'une société inclusive et à la transition écologique.

Pour aider à faire des choix éclairés, les expériences de découverte des métiers intégrées dans les alternatives éducatives permettent aux jeunes de se familiariser progressivement avec différents environnements professionnels à travers des ateliers pratiques, des visites chez des artisans ou des stages d'observation. Parallèlement, la coordination avec les cellules d'orientation et d'insertion professionnelle – lorsqu'elles existent – favorise un accompagnement plus

individualisé et progressif, pour la définition d'un projet professionnel, en tenant compte les opportunités de formation liées aux besoins de l'économie locale.

Dans un second temps, des formations professionnelles de courte durée, modulaires et certifiantes permettent aux jeunes d'acquérir rapidement des compétences techniques répondant aux besoins du marché et directement mobilisables (par exemple réparation de téléphones, fabrication de briques, production de fourrage, etc.).

La valorisation de ces compétences passe finalement par des dispositifs d'accompagnement à l'insertion : orientation, coaching, stages, appui à la recherche d'emploi, soutien à la création d'activités génératrices de revenus, dotation en kits d'installation, accès au crédit, etc.

Apprentissage régional pour renforcer le continuum éducation-formation-insertion

Ce document est le fruit d'un processus d'apprentissage initié par la DDC en Afrique de l'Ouest, afin de réfléchir au renforcement du continuum par le développement d'une meilleure vision d'ensemble des problèmes et des solutions proposées par les programmes actuels. Il s'agissait également de promouvoir des réflexions croisées pour dépasser les « silos » entre l'éducation et la formation et envisager de meilleures articulations pour mieux servir les publics cibles dans la région. Enfin, la volonté était également de nourrir les réflexions sur ces sujets au sein de la DDC plus largement et de pouvoir partager les expériences porteuses avec d'autres régions.

Conduit entre octobre 2024 et février 2025, ce processus a mobilisé une task force composée

de collègues du Niger, du Mali et du Bénin, appuyés par l'équipe du backstopping éducation (NORRAG-Helvetas). Chaque pays a réalisé une analyse de son portefeuille et du contexte sectoriel. Les analyses ont porté sur les bonnes pratiques, les passerelles existantes, les obstacles à surmonter, ainsi que les perspectives d'amélioration.

Les résultats ont été partagés et discutés lors d'un webinaire régional avec d'autres pays de la région (Burkina Faso, Tchad, RDC, Rwanda), permettant un enrichissement croisé des expériences. Ce travail a abouti à la rédaction du présent document de synthèse, destiné à éclairer les réflexions des bureaux de coopération et à orienter le développement de futurs programmes.

Leçons apprises : points d'appui, défis et pistes d'amélioration

1. Contexte national et coordination

Points d'appui : L'existence d'un ministère unique intégrant l'éducation formelle, non formelle et la formation professionnelle (cas du Niger) facilite une vision plus holistique et cohérente. La Suisse, perçue comme acteur neutre, peut jouer un rôle de chef de file pour encourager la concertation entre acteurs.

Défis : Dans les autres pays, la gouvernance sectorielle reste morcelée, avec des responsabilités éclatées entre plusieurs institutions. Les cadres de concertation sont souvent peu fonctionnels, voire inexistant pour les alternatives éducatives (ex. : Bénin).

Pistes d'amélioration : Favoriser le dialogue intersectoriel et renforcer les efforts d'intégration des alternatives éducatives et les initiatives de formations plus inclusives dans les plans sectoriels et les budgets nationaux pour assurer leur durabilité.

2. Alternatives éducatives

Points d'appui : Des dispositifs différenciés existent pour répondre à la diversité des profils (ex. : CCEAJ au Niger, Barka au Bénin, SSAP au Mali et réintroduire les jeunes dans un parcours d'apprentissage avec un minimum de prérequis.

Défis : Les durées des programmes sont parfois inadaptées : trop longues pour certains profils (Bénin) ou incluant trop faiblement le développement de compétences (pré)professionnelles et les efforts d'orientation vers la formation professionnelle. Même si d'importants bailleurs soutiennent à nouveau le développement du secteur (BM, BID, PME), la mise à l'échelle des alternatives restent difficile à financer.

Pistes d'amélioration : Le dispositif CCEAJ au Niger constitue aujourd'hui le modèle le plus abouti en offrant des temps de formation plus court adaptés au niveau d'entrée des participants et en proposant différents types

de passerelle effectives (vers le formel et vers la formation professionnelle). Sur cette base, le Dispositif d'Éducation Accélérée Harmonisé, financé par la Banque mondiale au Niger, va encore plus loin en intégrant, au sein d'un même espace éducatif, des modalités équivalentes aussi aux programmes accélérés et à l'alphabétisation fonctionnelle intégrée, accessible aux enfants et adolescents de 9 à 16 ans.

3. Découverte des métiers et orientation

Points d'appui : Des expériences de sensibilisation aux métiers sont mises en œuvre à travers des visites, ateliers, stages d'observation. (Bénin PAEFE). L'implication des artisans et des acteurs économiques locaux rend ces approches plus concrètes et adaptées

Défis : A part dans les zones du PEAJ au Niger, les services d'orientation restent peu structurés et souffrent d'un manque chronique de ressources humaines et financières. Leur fonctionnement dépend souvent de financements externes, ce qui limite leur durabilité. Dans certains pays (Mali), les apprenants n'ont pas accès à ces dispositifs.

Pistes d'amélioration : Formaliser les modules de découverte et d'orientation professionnelle. Renforcer les partenariats avec les acteurs locaux pour élargir les opportunités et favoriser l'ancrage local.

4. Formations professionnelles inclusives

Points d'appui : Des formations courtes, flexibles et accessibles avec un faible niveau scolaire existent (ex. : apprentissage traditionnel certifié au Bénin, modules courts au Niger et au Mali). L'intégration d'alphabétisation fonctionnelle (PAGEDA et PENF) facilite l'accès pour les personnes peu lettrées.

Défis : L'offre reste limitée pour les jeunes peu ou non scolarisés. Les formations formelles plus longues restent souvent inaccessibles. Le secteur informel est peu structuré et insuffisamment reconnu par les systèmes officiels.

Pistes d'amélioration : Multiplier les formations courtes et qualifiantes, intégrant des compétences de base et entrepreneuriales. Renforcer la reconnaissance des acquis, valoriser les savoir-faire issus de l'apprentissage informel et impliquer les professionnels locaux dans l'ingénierie de formation (Gwani).

5. Accompagnement à l'insertion

Points d'appui : Certains programmes incluent des dispositifs d'insertion : coaching, kits, appui à l'auto-emploi (ex. : Gwani au Niger, PENF au Mali). L'ancrage local permet un suivi de proximité.

Défis : Cette composante a parfois été négligée, ou retirée en cours de formulation du projet (Particip), sous-estimant les besoins des jeunes vulnérables en appui post-formation.

Pistes d'amélioration : Intégrer systématiquement un volet insertion dans les programmes de formation. Soutenir l'installation des jeunes (outils, capital de démarrage, accès au crédit) et renforcer les structures locales d'accompagnement.

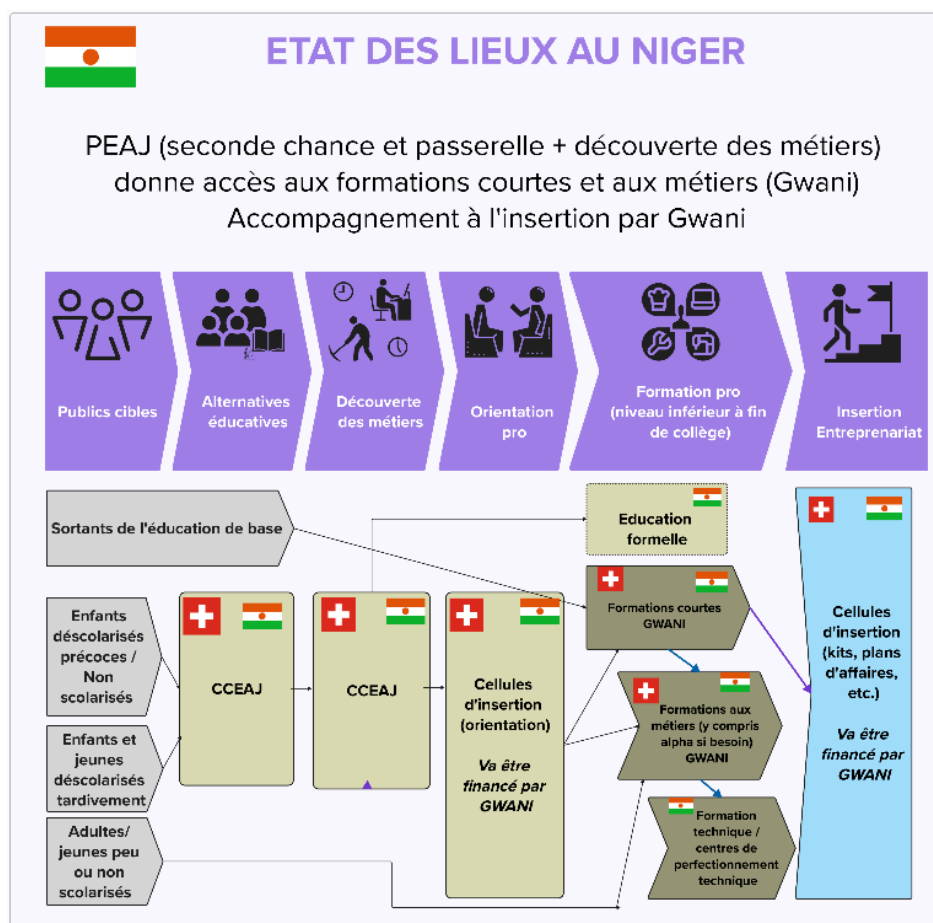
6. Collaboration avec le secteur privé local

Points d'appui : Dans les trois pays, des expériences ont montré que l'implication directe des artisans, entreprises et chambres de métiers renforce la pertinence des formations et facilite l'insertion professionnelle.

Défis : La participation du secteur privé reste souvent limitée à des interventions ponctuelles, faute de mécanismes de coordination efficaces ou de reconnaissance formelle de leur rôle. Le financement de la formation par les acteurs privés est encore marginal.

Pistes d'amélioration : Encourager la co-construction des contenus de formation et développer des mécanismes incitatifs à la contribution financière du secteur privé. Mieux collaborer avec les collègues en charge des programmes de développement du secteur privé et de l'agriculture afin d'aligner les dispositifs de formation et d'insertion avec les besoins économiques locaux.

Etat des lieux au Niger



Contexte institutionnel

Depuis le coup d'État militaire, le paysage institutionnel éducatif au Niger a été profondément transformé. Le pays fait désormais partie, avec le Burkina Faso et le Mali, de l'Alliance du Sahel sous contrôle militaire. Cela a des implications directes sur la gouvernance éducative et les dynamiques du secteur.

Un « super ministère » pour une vision intégrée

Un ministère unique regroupe désormais l'éducation de base, l'éducation non formelle et la formation professionnelle (FP). En théorie, cette structure intégrée offre un potentiel pour une approche plus holistique et une meilleure articulation du continuum éducatif.

Cependant, en pratique, ce « super ministère » est confronté à plusieurs défis :

La ministre de l'Éducation, qui n'est pas militaire, a peu de pouvoir décisionnel, le Conseil national pour la sauvegarde de la Nation (CNS) exerçant une influence prépondérante. La formation professionnelle reste marginalisée en raison des faibles ressources disponibles, exacerbées par les contraintes de l'embargo. Équiper les centres de formation et assurer leur fonctionnement sont des défis majeurs.

Une formation professionnelle sous-financée

La composante FP souffre particulièrement de ce déséquilibre. Les besoins en infrastructures, matériel et personnel ne sont pas couverts. La ministre a également dû faire face à des critiques syndicales, illustrant le manque de consensus sur les orientations actuelles. Malgré ces difficultés, des initiatives telles que le programme PROFOR, financé par la Suisse de 2012 à 2022, montrent des signes de résilience. Deux ans après la fin du programme, 24 dispositifs de formation agricole, répartis sur deux régions, continuent à fonctionner, témoignant de la durabilité des actions entreprises.

Partenariats et gouvernance locale fragilisés

La dissolution des conseils régionaux et la nomination de militaires à la tête des communes ont affaibli les collectivités territoriales, qui jouaient auparavant un rôle clé dans la mise en œuvre des programmes éducatifs. Cependant, des partenariats locaux, comme celui avec des responsables militaires ouverts à la collaboration, montrent que des opportunités subsistent.

La Suisse : un rôle stratégique de chef de file

La Suisse, neutre et perçue comme fiable par les partenaires internationaux, joue un rôle clé en tant que chef de file des partenaires techniques et financiers dans le secteur éducatif. Ce rôle, renforcé depuis la transition militaire, s'appuie sur l'expérience de la Suisse dans la FP et les résultats probants de ses programmes. Cette position permet de maintenir une coordination efficace dans un contexte où de nombreux partenaires évitent de collaborer directement avec le gouvernement.

Niveau opérationnel

PEAJ (Projet d'éducation alternative pour les jeunes)

Structure et profils des bénéficiaires

Les Centres communautaires d'éducation alternative pour les jeunes (CCEAJ), situés dans des écoles primaires, accueillent trois catégories de jeunes en fonction de leur niveau d'instruction.

- ▶ **Non scolarisés** : parcours de 3 ans.
- ▶ **Déscolarisés précoces** : parcours de 2 ans.
- ▶ **Jeunes sachant lire et écrire** (incluant ceux ayant échoué au secondaire) : parcours de 1 an.

Cette flexibilité, combinée à une mutualisation des moyens pédagogiques et une intégration avec les écoles primaires, permet de maximiser l'accès et l'efficacité des apprentissages.

Particularités du programme

1. Approche pédagogique intégrée :
 - ▶ Les enseignants des CCEAJ, issus des écoles primaires, sont formés pour couvrir à la fois l'éducation formelle et non formelle.
 - ▶ Les contenus incluent un **éveil aux métiers** pour répondre aux attentes des parents et mieux préparer les jeunes à leur environnement socio-économique (ex. : travaux manuels, jardin scolaire, tressage).
 - ▶ La collaboration avec des artisans locaux renforce le lien entre l'école et la communauté.
2. Innovations en phase 3 :
 - ▶ **Écoles bleues** : infrastructures améliorées avec points d'eau, latrines, et sensibilisation aux changements climatiques, à l'environnement, et à l'hygiène (y compris menstruelle).

- **Plans de gestion des risques** : impliquant enseignants, parents et comités locaux.

Voies de sortie et continuité des parcours

Les jeunes sortants des CCEAJ bénéficient de trois options :

- **Continuer en éducation formelle** via les Collèges d'enseignement général (CEG), avec un taux de réussite similaire aux écoles formelles (30 % à l'examen de fin de primaire).
- **Participer à des formations courtes** (réparation de cellulaires, boulangerie, etc.) pour répondre rapidement aux besoins de l'économie locale. Ces formations sont souvent organisées dans des Centres de formation aux métiers (CFM).
- **S'inscrire dans des CFM pour des parcours de 2 ans**, reposant sur une approche par compétences (APC) et des référentiels métiers. Les diplômes obtenus permettent d'accéder à des formations techniques avancées.
- Les plateformes locales et les **conseillers en insertion**, financés par des partenaires comme la Suisse, orientent les jeunes dans leur choix de filière et les accompagnent dans leur installation (ex. : kits d'insertion, élaboration de plans d'affaires simplifiés).

Soutien institutionnel et mise à l'échelle

Le modèle PEAJ, institutionnalisé par l'État nigérien, bénéficie d'un engagement fort :

- Les enseignants des CCEAJ sont payés par l'État.
- Depuis 2022, 20 nouveaux centres ont été ouverts sur fonds propres.
- Partenaires comme l'UNICEF, la Banque mondiale et l'USAID prévoient d'ouvrir plus de 160 centres supplémentaires.

Impacts et enjeux

Le PEAJ se distingue par :

- **Une souplesse d'entrée et de sortie** : adaptée aux besoins des jeunes et des familles.

- **Un continuum éducatif intégré** : sans barrière entre éducation formelle et non formelle, avec des passerelles vers des formations techniques.

- **Un ancrage local** : lien renforcé entre école, communautés, et économie locale.

Malgré des défis liés au financement et à la gouvernance, le programme démontre un fort potentiel pour répondre aux besoins éducatifs dans les zones rurales et vulnérables.

GWANI

Le programme **GWANI**, succédant au **PROFOR**, poursuit la dynamique d'institutionnalisation des dispositifs de formation professionnelle initiés par la Suisse tout en élargissant son approche avec une plus grande implication des acteurs privés et un accent accru sur l'insertion socio-économique des jeunes.

Objectifs et caractéristiques principaux

- **Institutionnalisation et mise à l'échelle** : Les dispositifs de formation du PROFOR ont été adoptés par l'État et d'autres partenaires internationaux (Banque mondiale, UNICEF, USAID).
- **Participation du secteur privé** : Les entreprises privées, organisations paysannes et artisanales participent désormais à la définition des contenus de formation, des référentiels métiers, des secteurs porteurs et des filières prioritaires. Elles contribuent également à l'organisation et à l'évaluation des stages rémunérés.
- **Accent sur l'insertion** : Outre la formation, le programme met l'accent sur l'accompagnement des jeunes, notamment via des plateformes locales et des conseillers en insertion. Une Fondation suisse finance l'installation des jeunes vulnérables en leur offrant un « coup de pouce » pour démarrer leurs activités.

Profils des apprenants

Jeunes de 15 à 35 ans, incluant :

- ▶ Sortants des CCEAJ.
- ▶ Non scolarisés bénéficiant de cours d'alphabétisation dans les centres agricoles et artisanaux avant d'entamer leur formation.
- ▶ Jeunes recherchant un perfectionnement dans un métier spécifique.

Formation duale et adaptation locale

Le programme vise à adapter le modèle de **formation duale** au contexte nigérien, en intégrant les maîtres artisans et en favorisant l'apprentissage sur le terrain. L'accent est mis sur une offre de formation en adéquation avec les besoins de l'économie locale, indépendamment du prestataire de formation (centres appuyés par la Suisse ou autres).

Dimension genre et inclusion

- ▶ **Diversification des métiers accessibles aux femmes** : Encouragement à intégrer des métiers industriels plus rentables et souvent réservés aux hommes.
- ▶ **Masculinité positive** : Sensibilisation des hommes pour promouvoir l'égalité dans les métiers non traditionnels pour les femmes.
- ▶ Collaboration avec des femmes leaders dans divers secteurs (mécanique, cinéma, etc.) pour inspirer et mobiliser les jeunes filles.

Effets systémiques visés

- ▶ Développement d'une culture de collaboration entre le secteur privé et les services techniques de l'État.
- ▶ Mise en place d'un fonds d'appui à la formation et à l'insertion financé par des taxes d'apprentissage.
- ▶ Augmentation du statut et de la rémunération des apprentis et des sortants, contribuant à leur intégration économique durable.

Innovation et souplesse

- ▶ Les centres de formation s'adaptent aux besoins locaux en intégrant des formations modulaires ou courtes (ex. : réparation de cellulaires, boulangerie), en plus des parcours longs (2 ans).
- ▶ Collaboration avec des artisans locaux pour des stages et des apprentissages pratiques, valorisant les économies locales.

Opportunités d'amélioration – Conseils pour réussir

Opportunités d'amélioration

- ▶ **Transition vers des acteurs locaux** : Accompagner le mandataire (ici SwissContact) pour qu'il transfère progressivement ses responsabilités aux partenaires locaux, comme le fonds d'appui à la formation professionnelle et à l'apprentissage (FAFPA), afin d'assurer la pérennité des dispositifs.
- ▶ **Renforcer les relations avec le ministère** : Priorité sur la formation des formateurs et la validation des acquis de l'expérience (VAE), particulièrement dans le secteur informel, afin de mieux répondre aux besoins locaux et d'intégrer ces compétences dans le cadre national.
- ▶ **Structuration et formalisation** : Encourager la formalisation des entrepreneurs accompagnés, renforçant ainsi leur impact économique et contribuant à l'élargissement de l'assiette fiscale.
- ▶ **Validation des acquis de l'expérience (VAE)** : Prioriser la VAE pour certifier les compétences des travailleurs informels et leur ouvrir des opportunités économiques plus larges.

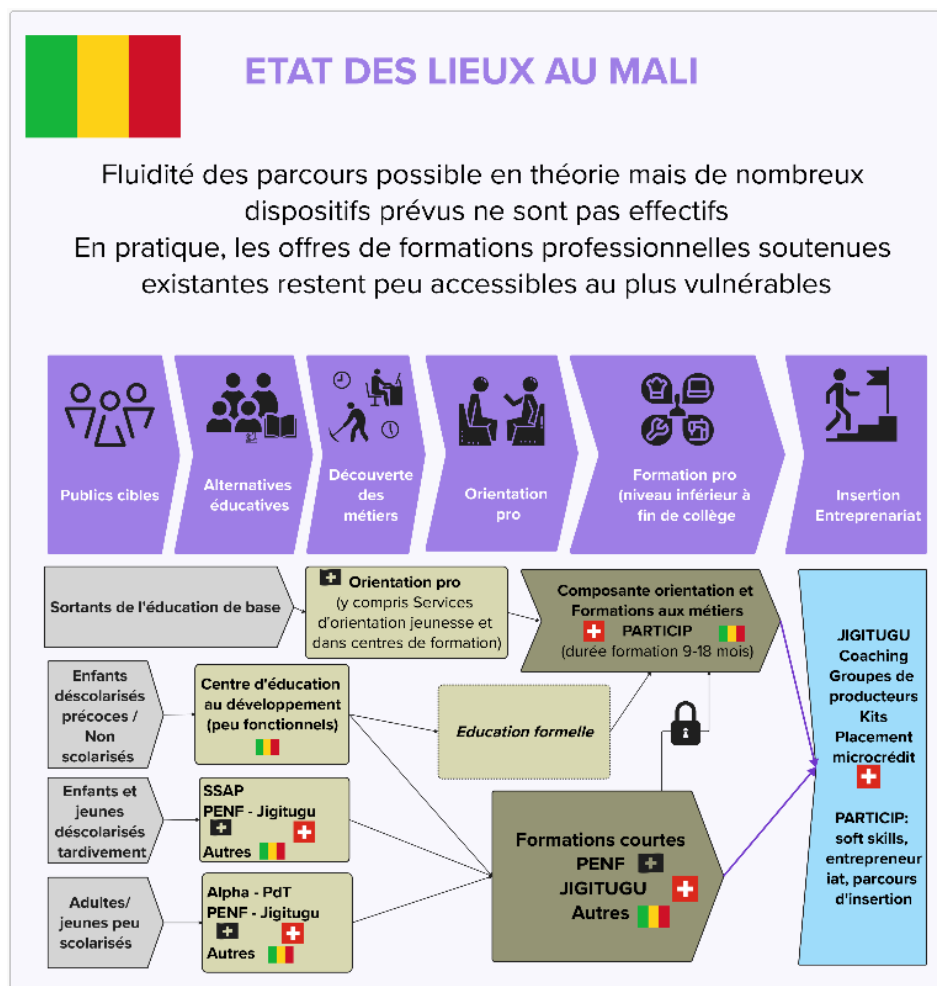
Conditions de répliquabilité

- ▶ **Capacités locales et gouvernance** : Renforcer les compétences en ingénierie de formation tout en intégrant l'économie informelle dans les plateformes d'insertion et d'orientation. Une gouvernance inclusive au niveau local est essentielle pour impliquer les parties prenantes.
- ▶ **Pérennité dès le début** : Travailler en étroite collaboration avec l'État pour garantir sa contribution dès la phase de conception (nomination et rémunération des directeurs, prise en charge progressive des dispositifs via des fonds publics).
- ▶ **Collaboration intersectorielle** : Associer les PO des autres domaines (agriculture, développement économique local) pour maximiser les synergies et l'impact des programmes.
- ▶ **Gestion des coûts** : Limiter les coûts opérationnels en impliquant davantage les acteurs locaux et en évitant une mobilisation excessive des services techniques centraux.

Approches clés pour la durabilité et l'impact

- ▶ **Implication du secteur privé** : Mobiliser les entreprises locales, les organisations artisanales et paysannes pour co-développer des référentiels métiers, organiser des stages rémunérés et participer à l'évaluation des apprentis.
- ▶ **Soutien à l'économie informelle** : Intégrer le secteur informel dans les processus de formation et d'insertion tout en encourageant sa formalisation, afin de structurer des branches professionnelles et d'augmenter leur contribution fiscale.
- ▶ **Fonds d'appui à la formation et à l'insertion (FAFPA)** : S'assurer que ce fonds soit efficacement financé par l'État et les taxes patronales, tout en plaidant pour un retour équitable des ressources collectées vers le financement de la formation et de l'insertion des jeunes.

Etat des lieux au Mali



Contexte national

Perméabilité limitée

La formation professionnelle au Mali souffre d'un manque de perméabilité entre les systèmes formels et non formels, en particulier pour les jeunes ayant des parcours atypiques. Les passerelles sont rares et concernent principalement des segments spécifiques :

- **Stratégie de scolarisation accélérée (SSAP) :** Elle permet aux enfants de 8 à 12 ans d'intégrer l'école formelle après 9 mois d'apprentissage intensif, généralement en 3e ou 4e année.

Ce dispositif bien structuré bénéficie d'un suivi impliquant collectivités, communautés et services techniques, mais son coût élevé limite son accessibilité.

- **Formation technique et professionnelle supérieure :** Quelques opportunités existent pour les techniciens diplômés (CAP, brevet) de poursuivre leurs études en écoles supérieures (ex. : école nationale d'ingénieurs ou instituts techniques). Toutefois, ces passerelles restent marginales.

- ▶ Il n'existe pas de mécanismes systématiques permettant aux apprenants des **formations qualifiantes** de réintégrer le système éducatif classique. Les certificats délivrés dans les formations ne sont pas reconnus dans le système formel, limitant ainsi leur valeur.
- ▶ **Centres d'éducation pour le développement (CED)** : Conçus pour offrir alphabétisation, initiation aux métiers et professionnalisation des jeunes, ces centres n'ont jamais été pleinement fonctionnels, en raison d'un manque de moyens et de coordination.
 - Les parents perçoivent souvent ces centres comme inefficaces, car ils n'offrent pas de compétences directement exploitables.
 - Une rénovation complète des CED pourrait inclure des pré-formations, une orientation professionnelle et une consolidation des fondamentaux pour mieux répondre aux attentes des communautés locales.
- ▶ **Apprentissage dual** : Institutionnalisé avec le soutien de la Suisse, ce modèle de formation mêlant pratique et théorie dans le secteur de l'artisanat a vu son impact diminuer après le retrait du financement suisse en 2018. Le Fonds d'appui à l'apprentissage, autrefois essentiel, ne reçoit plus de financements suffisants pour soutenir cette approche.
- ▶ **Économie informelle et apprentissage traditionnel** : Un grand nombre de jeunes non scolarisés ou déscolarisés se forment via des liens familiaux dans le cadre de l'apprentissage traditionnel. Cependant, cette pratique manque de standards, de certification et de structuration, ce qui limite les perspectives professionnelles des apprenants.

Cadre institutionnel et dynamiques sectorielles

Formation professionnelle : politique et réalité

Le cadre institutionnel est complexe et divisé entre deux ministères :

- ▶ **Ministère de l'Éducation nationale** : Responsable des formations techniques diplômantes.
- ▶ **Ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle** : En charge des jeunes hors système scolaire et des formations qualifiantes et certifiantes.

Bien que les politiques nationales (formation professionnelle, éducation non formelle) ciblent une large population (scolarisés, non scolarisés, adultes analphabètes ou actifs), la mise en œuvre reste insuffisante en raison de plusieurs facteurs :

- ▶ **Manque de coordination** : Les chevauchements de responsabilités entre les ministères entraînent une inefficacité dans l'allocation des ressources et la gestion des programmes.
- ▶ **Faiblesse des capacités humaines et financières** : Les cadres compétents sont peu nombreux, et les budgets alloués sont largement insuffisants pour répondre aux besoins.
- ▶ **Changements fréquents** : Depuis quatre ans, quatre ministres se sont succédé au poste, compliquant la continuité des stratégies.

Positionnement des partenaires techniques et financiers

Les dynamiques sectorielles au Mali varient selon les domaines d'intervention :

- ▶ **Formation professionnelle** : Le secteur bénéficie de l'appui de plusieurs partenaires tels que LuxDev, l'Union européenne et d'autres acteurs régionaux. La Suisse, bien que présente, n'est pas isolée dans ce domaine.

- **Éducation non formelle (ENF)** : La Suisse est quasiment seule dans ce secteur. Les contributions de partenaires comme l'UNESCO restent marginales et peu structurelles. Ce manque de soutien complique les efforts pour structurer et renforcer ce sous-secteur.
- **GPE (Partenariat mondial pour l'éducation)** : L'appui se concentre sur la formation des enseignants et leur gestion, sans inclure l'éducation non formelle ou les formations qualifiantes.

États généraux de l'éducation et dialogue politique

Les États généraux et les documents stratégiques comme le programme décennal de développement de l'éducation mettent principalement l'accent sur l'enseignement formel. L'éducation non formelle et la formation professionnelle, bien que mentionnées, ne bénéficient pas d'un soutien institutionnel ou financier suffisant.

Le dialogue politique doit s'élargir pour inclure la formation professionnelle et l'éducation non formelle, en particulier pour les publics hors du système scolaire. La Suisse peut jouer un rôle clé en structurant ce dialogue et en plaidant pour un repositionnement stratégique de ces secteurs.

Défis institutionnels et gouvernance

Le chevauchement des responsabilités entre les deux ministères concernés (Éducation nationale et Emploi/Formation professionnelle) est une source majeure de dysfonctionnements : le **manque de coordination** et les frontières floues entre les rôles des deux départements compliquent la mise en œuvre des programmes.

Décentralisation incomplète : Les collectivités territoriales, bien qu'ayant un rôle dans la gestion des formations, manquent souvent de ressources et de capacités pour gérer efficacement l'éducation non formelle et la formation professionnelle.

Partenariat public-privé et implication locale

La formation professionnelle et l'éducation non formelle doivent être repensées dans une logique de partenariat public-privé.

- **Rôle du secteur privé** : Intégrer les organisations professionnelles et paysannes dans la définition des curricula, la formation et l'insertion.
- **Implication des collectivités territoriales** : Les collectivités doivent jouer un rôle plus actif dans l'orientation et la gestion des dispositifs de formation et d'insertion au niveau décentralisé.

Priorités et défis

- **Clarification des responsabilités institutionnelles** : Le chevauchement des mandats entre les deux ministères ralentit la mise en œuvre des politiques. Une fusion des responsabilités au sein d'un seul ministère, comme dans d'autres pays voisins (Niger, Burkina Faso), pourrait améliorer la gestion des formations.
- **Renforcement des capacités humaines** : Former et stabiliser les cadres en charge de la formation professionnelle est essentiel pour assurer une mise en œuvre efficace des politiques.
- **Soutien au financement durable** : La relance du Fonds d'appui à l'apprentissage et l'allocation des ressources fiscales issues de la taxe patronale sont des priorités pour pérenniser les dispositifs existants.

Conclusion

Le Mali dispose d'un cadre stratégique prometteur pour la formation professionnelle, mais les lacunes dans la coordination institutionnelle, la faiblesse des ressources humaines et financières et le manque de passerelles freinent son potentiel.

Niveau opérationnel

PARTICIP

Objectif général

Le projet vise à renforcer le système de formation professionnelle au Mali pour mieux répondre aux besoins économiques et sociaux. Il met l'accent sur l'amélioration de la perméabilité entre l'éducation de base et la formation professionnelle, ainsi que sur l'adéquation des formations aux besoins du marché.

Défis majeurs

- ▶ Réduire l'inadéquation entre les offres de formation professionnelle et les besoins économiques et territoriaux, en collaboration avec le secteur privé.
- ▶ Renforcer le pilotage national et régional de la formation professionnelle à travers des partenariats public-privé.

Composantes principales

1. Adaptation des offres de formation aux besoins économiques
 - ▶ Identification des besoins économiques et territoriaux en impliquant le secteur privé dans toutes les étapes de la formation : diagnostic, élaboration des référentiels métiers, mise en œuvre des formations et évaluation.
 - ▶ Mise en place d'une approche duale, avec 20-40 % de théorie et le reste en apprentissage pratique en entreprise, ciblant quatre secteurs prioritaires : mines, BTP, agriculture, hôtellerie/restauration.
 - ▶ Contribution du secteur privé au financement des formations.
2. Gestion décentralisée de la formation professionnelle
 - ▶ Renforcement des capacités des conseils régionaux et autres acteurs locaux (services étatiques, entreprises privées) pour un pilotage régional concerté.

- ▶ Appui à une gouvernance locale efficace pour améliorer la gestion des formations au niveau des territoires.
3. Appui à deux réformes nationales clés
 - ▶ Création d'un système de certification permettant de relier les certificats délivrés dans la formation professionnelle certifiante aux diplômes formels (CAP, BT).
 - ▶ Implication accrue du secteur privé dans la gouvernance stratégique du système de formation professionnelle.

Contribution au continuum éducation-formation professionnelle

Certification et passerelles

- ▶ PARTICIP travaille sur un mécanisme de correspondance entre les certificats de formation professionnelle certifiante et les diplômes formels, comme le CAP. Cela permettrait aux jeunes ayant acquis des compétences par des formations courtes ou certifiantes d'intégrer des parcours diplômants ou de poursuivre leur apprentissage. Les niveaux de qualification seraient clairement définis et standardisés.
- ▶ Cette démarche vise également à aligner les systèmes maliens sur les standards régionaux de l'espace UEMOA, facilitant la reconnaissance des compétences au niveau sous-régional.

Orientation professionnelle précoce

1. PARTICIP explore la possibilité d'introduire des activités d'orientation professionnelle dès le cycle fondamental (7e, 8e, 9e année) et dans les centres d'éducation non formelle. Cela permettrait d'informer les apprenants sur les opportunités de formation et d'insertion, facilitant ainsi leur transition vers le monde du travail. Cependant, l'efficacité de cette initiative dépend du fonctionnement des centres d'éducation non formelle, qui reste un défi.

2. Vision à court et long terme

- ▶ À court terme, le programme se concentre sur l'amélioration immédiate de la situation économique des jeunes par des formations adaptées à leur environnement local, souvent informel.
- ▶ À moyen et long terme, PARTICIP vise à créer un système durable et structuré qui permettrait de valoriser les acquis d'expérience et de garantir une reconnaissance des compétences au niveau national et sous-régional.

Limites identifiées

- ▶ **Fonctionnement des centres d'éducation non formelle** : Ces centres, souvent sous-utilisés ou dysfonctionnels, doivent être réactivés pour servir de base à l'orientation et à la formation.
- ▶ **Profil des sortants** : Une partie des apprenants vise uniquement une insertion rapide dans l'économie informelle, ce qui peut limiter leur motivation à intégrer des parcours diplômants ou certifiants.
- ▶ **Implication du secteur privé** : Bien que renforcée, elle reste inégale selon les secteurs et les territoires.

Insertion et entrepreneuriat en éducation non formelle et en formation professionnelle

Rôle clé de l'accompagnement à l'insertion

Un programme de formation professionnelle ne peut se limiter à fournir des qualifications techniques. Il est essentiel d'accompagner les bénéficiaires pour leur insertion dans le marché du travail, que ce soit pour un emploi salarié ou pour l'auto-emploi. Cet accompagnement comprend :

- ▶ **Orientation professionnelle** : Fournir des informations sur les opportunités locales et les débouchés.
- ▶ **Formation à l'entrepreneuriat** : Intégrer des modules de gestion d'entreprise et de développement d'affaires dans les parcours de formation.

- ▶ **Soutien à l'installation** : Proposer des dispositifs tels que des crédits, des subventions ou un accompagnement personnalisé pour aider les jeunes à démarrer leurs activités économiques.

Bien que cette composante ait été initialement écartée de **PARTICIP**, des ajustements sont en cours pour l'intégrer à nouveau dans le programme, notamment à travers des actions partielles visant à répondre aux besoins spécifiques des apprenants en fin de formation.

Lien avec l'éducation non formelle et les stratégies d'insertion

Les programmes d'éducation non formelle, tels que le PENF (achevé), combinent souvent alphabétisation, formation qualifiante et insertion socio-économique. Ces initiatives répondent aux besoins de jeunes non scolarisés ou déscolarisés, âgés de 8 à 15 ans et au-delà, en proposant :

- ▶ **Alphabétisation fonctionnelle** : Fournir des compétences de base (lecture, écriture, calcul) directement liées aux besoins économiques locaux.
- ▶ **Formation qualifiante** : Offrir des formations axées sur les potentialités de l'économie locale (ex. : agriculture, élevage, pisciculture, arboriculture, aviculture).
- ▶ **Insertion locale** : Permettre aux jeunes d'appliquer leurs compétences dans des contextes familiaux ou communautaires, souvent avec le soutien d'organisations socioprofessionnelles.

Exemples de pratiques réussies

- ▶ **Soutien à l'auto-emploi** : Certains programmes ont intégré un accompagnement entrepreneurial permettant aux jeunes de développer des activités économiques locales. Des partenariats avec des institutions de microcrédit (ex. : Crédit Mali) ont permis de financer ces initiatives.

- **Méthode d'alphabétisation par la pédagogie du texte** : Une approche qui combine apprentissage de base et développement de compétences pratiques (ex. : maraîchage, céréales, aviculture).

Défis à relever

- **Coordination des interventions** : Le continuum entre éducation de base, éducation non formelle et formation professionnelle nécessite une planification claire et cohérente. La segmentation des programmes peut limiter leur efficacité.
- **Adaptation aux besoins locaux** : Les formations doivent impérativement être alignées sur les opportunités économiques locales, en particulier dans les zones rurales où le secteur informel prédomine.
- **Manque de soutien post-formation** : L'absence de dispositifs structurés d'accompagnement pour les jeunes après la formation (ex. : crédits, mentorat) freine leur insertion durable.

Vision pour le futur

- **Un continuum intégré** : Les programmes d'ENF et de formation professionnelle doivent être pensés comme un portefeuille complet, combinant alphabétisation, formation qualifiante et accompagnement à l'insertion.
- **Focus sur l'économie locale** : Les modules de formation et les filières doivent être adaptés aux réalités économiques des territoires pour maximiser l'impact des compétences acquises.
- **Systématisation de l'accompagnement** : Tous les sortants des programmes d'ENF ou de FP devraient bénéficier d'un suivi pour consolider leurs acquis, qu'ils visent un emploi salarié, l'auto-emploi ou le développement d'une exploitation familiale.

Perspectives pour la prochaine intervention Repenser l'approche

L'éducation non formelle doit être repositionnée comme un volet intégré à la formation professionnelle et à l'insertion économique.

- **Objectifs concrets** : Fournir des compétences directement exploitables dans l'économie locale.
- **Changement de perception** : Dépasser la vision traditionnelle de l'éducation de base pour proposer des solutions qui combinent compétences fondamentales et compétences pratiques.
- **Création de plateformes** : Mettre en place un dispositif qui connecte éducation de base, métiers et insertion professionnelle, tout en facilitant le dialogue entre les différents acteurs.

Objectifs stratégiques

Le futur programme doit s'articuler autour de trois axes principaux :

- **Formation professionnelle, insertion et développement local** : Intégrer l'éducation non formelle (ENF) et la formation professionnelle (FP) dans une logique de continuum, en répondant aux besoins économiques locaux.
- **Adaptation aux contextes locaux** : Proposer des formations courtes, souples et adaptées aux réalités des populations vulnérables, particulièrement dans les zones de crise.
- **Renforcement des capacités locales** : Investir dans la planification et l'ingénierie pédagogique au niveau décentralisé, tout en assurant une liaison avec les niveaux central et national pour la pérennité et la validation des acquis.

Éléments clés pour la conception du programme

1. **Cibler les jeunes vulnérables** : Proposer des formations adaptées aux jeunes hors du système scolaire, analphabètes ou faiblement alphabétisés, avec une forte composante d'alphabétisation fonctionnelle et de développement des compétences pratiques.
2. **Adapter les formations aux économies locales** : Les filières doivent être définies en partenariat avec les collectivités, les services techniques locaux et les communautés, en tenant compte des besoins économiques spécifiques à chaque région.
3. **Combiner formation et insertion** : Inclure des dispositifs d'accompagnement à l'auto-emploi ou à l'emploi salarié, avec des modules d'entrepreneuriat et des partenariats avec des acteurs privés locaux pour renforcer l'accès au marché.
4. **Reconnaissance et certification** : Prévoir un système flexible permettant la validation des acquis de l'expérience (VAE) et une passerelle vers des certifications formelles pour ceux qui souhaitent progresser.

Défis et recommandations

- **Blocage institutionnel** : La centralisation excessive et la culture de standardisation freinent les innovations locales. Une approche mixte est nécessaire pour permettre aux expériences locales d'influencer les politiques nationales.
- **Capacités locales limitées** : Renforcer les compétences des collectivités territoriales, services techniques et acteurs privés pour qu'ils puissent identifier les besoins locaux et développer des formations adaptées.
- **Zones d'urgence** : Adapter les programmes pour inclure des interventions spécifiques aux zones en crise, en mettant l'accent sur la résilience, la flexibilité des approches et la sécurisation des zones d'intervention.

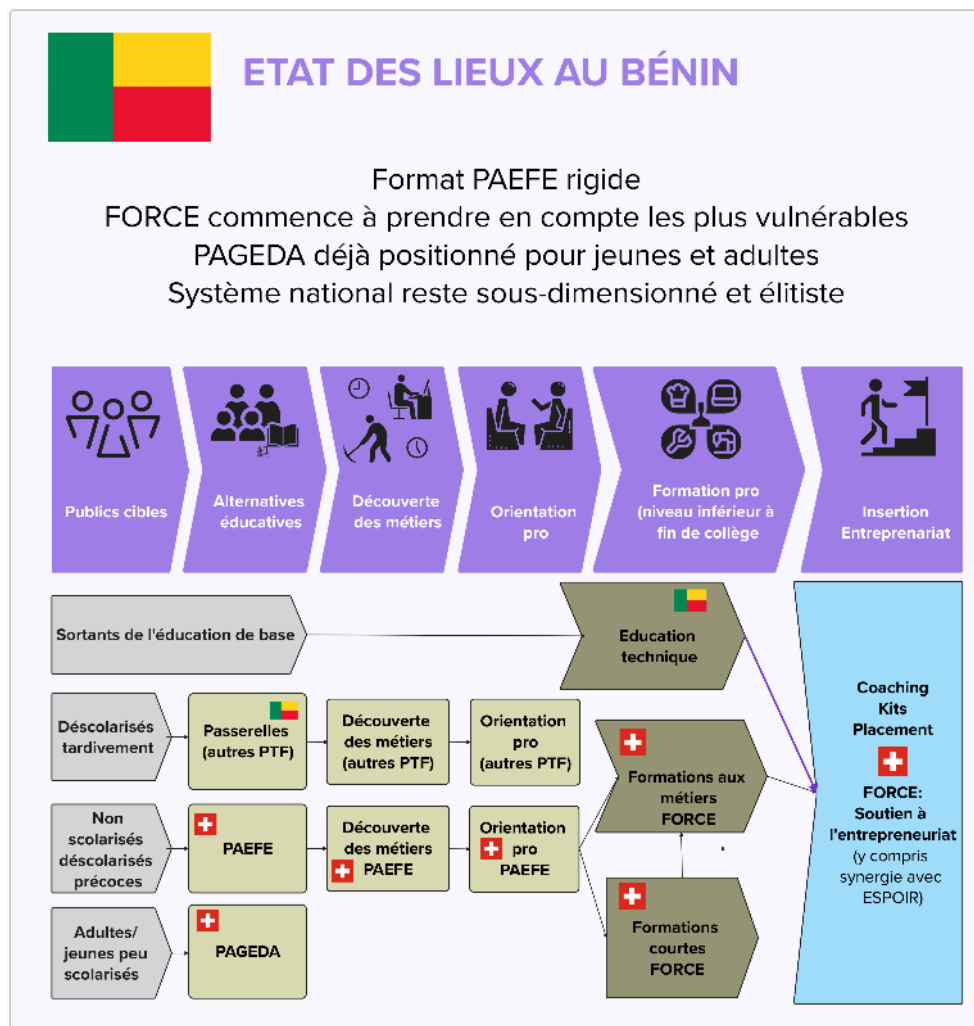
Leçons tirées des expériences passées

1. **Valorisation de l'expérience du PENF** : Répliquer les éléments réussis, tels que la pédagogie du texte pour l'alphabétisation des adultes, tout en intégrant des filières en lien direct avec les besoins économiques locaux.
2. **Focus sur l'adéquation locale** : Les plans de formation doivent être conçus à partir des besoins réels identifiés par les acteurs locaux, et non dictés par des normes centralisées qui manquent souvent de pertinence.

Opportunités d'innovation

- **Modèles souples et courts** : Inspirés des succès du Niger, les formations doivent être flexibles, de courte durée, et intégrées au cycle économique local (agriculture, artisanat, services).
- **Plateformes d'orientation et de suivi** : Créer un dispositif qui connecte les jeunes aux opportunités de formation, d'emploi et d'auto-emploi, en collaboration avec les collectivités territoriales.
- **Lien avec le secteur privé** : Impliquer activement les acteurs économiques locaux dans la définition des filières, la mise en œuvre des formations et l'insertion professionnelle.

Etat des lieux au Bénin



Contexte national

Cadre institutionnel et dispositions légales

La Constitution béninoise garantit à tout citoyen le droit à une éducation de base de qualité. Cette disposition est renforcée par le **plan sectoriel de l'éducation** et des textes spécifiques visant à étendre l'accès à l'éducation.

Barrières à l'accès à l'éducation

1. Socioculturelles et économiques
 - Dans les zones agricoles, les parents hésitent souvent à scolariser tous leurs enfants, préférant en garder certains pour les travaux agricoles ou domestiques.
 - Les sensibilisations existent, mais elles ne suffisent pas à changer les mentalités, notamment dans les régions où la scolarisation reste perçue comme un investissement risqué ou non prioritaire.

- La scolarisation implique des coûts directs et indirects (frais scolaires, fournitures, transport), ce qui pousse certaines familles à déscolariser leurs enfants ou à ne pas les inscrire du tout.
- 2. Infrastructure et qualité de l'offre éducative
- Certaines zones rurales manquent d'écoles à proximité, obligeant les enfants à parcourir de longues distances.
- Certaines écoles souffrent d'effectifs pléthoriques ou de manque de ressources pédagogiques, décourageant les familles.
- L'État ne soutient pas directement les alternatives éducatives, qui dépendent presque entièrement des initiatives d'organisations internationales ou locales.

Solutions éducatives pour les déscolarisés et non scolarisés

Alternatives éducatives

- Depuis 15 ans, le **PAEFE** (Programme d'Appui à l'Education et à la Formation des Enfants Exclus du Système Educatif), soutenu par la Suisse, a développé le modèle Barka, programme sur 4 ans, avec des contenus adaptés pour les jeunes ayant peu ou pas d'éducation formelle.
- D'autres organisations ont testé différents modèles de **classes passerelles**, comme la SSAP (Stratégie de scolarisation accélérée des passerelles), destinées à réintégrer rapidement les enfants dans le système éducatif formel.
- Ces modèles, bien que prometteurs et validés dans une stratégie nationale (voir plus bas) sont principalement soutenus par des bailleurs de fonds internationaux et des ONG locales ou confessionnelles.

Alphabétisation

- Les initiatives d'alphabétisation s'adressent aussi bien aux enfants qu'aux adultes et comprennent une **post-alphabétisation** pour approfondir les compétences de base.
- Une direction dédiée à l'alphabétisation existe au sein du ministère de l'Enseignement secondaire : la **Direction de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales** (DAPLN). Elle est responsable de la stratégie, de la coordination et du contrôle qualité en matière d'alphabétisation de base et post-alphabétisation.

Formation professionnelle

Les centres publics et privés offrent des formations adaptées, notamment via :

- **Apprentissage traditionnel** : pour les enfants sans niveau scolaire.
- **Apprentissage dual** : nécessite un niveau minimal (CM1) pour suivre des cours théoriques complémentaires avant d'obtenir un **Certificat de qualification professionnelle (CQP)**.

Les **enfants sans aucun niveau scolaire restent les plus vulnérables**, car ils ne peuvent accéder ni à l'apprentissage dual ni à la formation professionnelle structurée.

Accès à la formation professionnelle pour les publics vulnérables

Formation professionnelle par apprentissage : une porte d'entrée pour les non scolarisés

Au Bénin, la formation professionnelle par apprentissage constitue la principale voie d'accès pour les personnes qui n'ont pas fréquenté l'école ou qui ont quitté le système éducatif prématurément. Ce type de formation est accessible sans niveau scolaire préalable et aboutit au **certificat de qualification métier (CQM)**, un diplôme basé principalement sur des compétences pratiques.

Caractéristiques du CQM :

- ▶ Aucune exigence de lecture ou d'écriture pour passer l'examen.
- ▶ Les épreuves sont adaptées : elles incluent des traductions ou des jurys capables d'évaluer les candidats oralement.
- ▶ Ce diplôme est particulièrement adapté pour les apprentis issus du secteur informel, comme les artisans.

Cependant, pour accéder à des niveaux plus avancés, comme les lycées techniques ou centres de formation professionnelle, un minimum de scolarisation est requis :

- ▶ Niveau 1 : Certificat d'études primaires (CEP)
- ▶ Niveau 2 : Brevet d'études du premier cycle (BEPC)

L'importance des compétences de base pour les apprentis et rôle du PAGEDA

Même si le CQM est accessible aux personnes non alphabétisées, les compétences de base (lecture, écriture, calcul) restent essentielles pour optimiser la pratique professionnelle. Par exemple, un apprenti couturier doit savoir calculer les coûts de production, gérer les stocks et établir des factures.

Le Programme d'appui à la gestion décentralisée de l'alphabétisation (PAGEDA), soutenu par la coopération suisse, vise à pallier ces lacunes :

- ▶ **Public cible** : Apprentis, artisans et maîtres artisans qui souhaitent améliorer leurs compétences professionnelles grâce à l'alphabétisation.
- ▶ **Objectif** : Fournir des compétences en lecture, écriture et calcul dans des langues nationales, adaptées aux besoins spécifiques des métiers pratiqués.
- ▶ **Impact** :
 - Amélioration de la performance professionnelle.
 - Augmentation des revenus.
 - Renforcement des compétences techniques et de gestion.

Le PAGEDA occupe une position stratégique dans le continuum éducatif. Il cible les personnes qui ne peuvent plus intégrer des classes passerelles ou des programmes de seconde chance en raison de leur âge ou de leur situation socio-économique. Ce programme s'inscrit donc dans une approche complémentaire pour les publics vulnérables, en alphabétisant les apprentis en parallèle ou en amont de leur formation professionnelle.

Contexte institutionnel et coordination sectorielle

Coordination institutionnelle : plusieurs ministères impliqués

Au Bénin, trois ministères sont directement impliqués dans les questions d'éducation et de formation professionnelle :

- ▶ **Ministère des enseignements maternels et primaires** : Il abrite les alternatives éducatives, théoriquement logées dans une division de la direction de l'enseignement primaire. Cependant, cette structure est peu opérationnelle, et la mise en œuvre repose souvent sur des unités de gestion des projets financés par des partenaires.
- ▶ **Ministère des enseignements secondaire, technique et de la formation professionnelle** : Ce ministère gère notamment l'alphabétisation à travers la Direction de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, ainsi que les lycées techniques et centres de métiers.
- ▶ **Ministère de l'enseignement supérieur** : En charge des universités et des écoles supérieures de formation professionnelle.

Coordination intersectorielle : des lacunes importantes

La coordination entre ces ministères est insuffisante. Bien qu'un **Conseil national de l'éducation** ait été instauré pour centraliser les efforts, il reste peu fonctionnel. Une agence dédiée à l'enseignement technique a été créée, mais il est difficile d'avoir une vision d'ensemble des actions menées. De plus, les revues sectorielles, bien qu'existantes, se limitent à des bilans ponctuels sans véritable impulsion stratégique.

Cadres de concertation pour les alternatives éducatives : un chantier à initier

Le **ministère des enseignements maternels et primaires** n'a pas encore mis en place de cadre de concertation structuré pour les alternatives éducatives. Une première table ronde, prévue pour le premier trimestre 2025, devrait initier un dialogue formel entre les acteurs. Ce cadre vise à rassembler l'État, les partenaires techniques et financiers (PTF), ainsi que les ONG locales et internationales actives dans ce domaine.

Rôle des partenaires techniques et financiers

Formation professionnelle

Un groupe thématique dédié à la formation professionnelle se réunit régulièrement (mensuellement en 2024), avec une rotation dans le leadership :

- **AFD** (2024)
- **Unicef** (2025)

Alternatives éducatives

Contrairement à la formation professionnelle, les alternatives éducatives souffrent d'un manque de concertation entre partenaires. Cependant, plusieurs acteurs contribuent à ce secteur :

- **Partenariat mondial pour l'éducation (PME)**: Financement des alternatives éducatives via l'Unicef, avec un accent sur la scolarisation des filles et des passerelles vers la formation professionnelle.
- **Plan International**: Conduit des projets soutenus par la Banque islamique de développement, mettant en œuvre des alternatives éducatives adaptées aux besoins locaux.
- **Autres acteurs**: ONG locales et confessionnelles, qui interviennent souvent de manière isolée.

Perspectives de formalisation

La formalisation d'un cadre de concertation au cours du premier trimestre 2025 est envisagée pour structurer les efforts dans les alternatives éducatives. Ce cadre devrait permettre une meilleure intégration des initiatives dans la stratégie nationale, sur le modèle de ce qui a été fait au Mali avec des structures bien définies pour le suivi des alternatives éducatives.

Stratégie nationale de renforcement des alternatives éducatives (SRAE)

Élaboration participative et validation technique

La **stratégie nationale de renforcement des alternatives éducatives (SRAE)** a été élaborée de manière participative sous le leadership du projet suisse PAEFE et avec l'appui d'autres partenaires. Elle a été validée techniquement par le ministère de l'Éducation ainsi que par le Conseil national de l'éducation, ce qui souligne son alignement avec les priorités éducatives et son importance stratégique.

Blocages à la validation politique et économique

Malgré cette validation technique, la stratégie est bloquée au niveau du **Conseil des ministres** pour des raisons principalement politiques et économiques :

- ▶ **Absence de budget dédié dans le Programme d'action du gouvernement (PAG)** : L'État ne souhaite pas approuver une stratégie sans disposer des ressources financières pour la mettre en œuvre.
- ▶ **Priorité donnée à l'éducation formelle** : Certains responsables politiques estiment qu'il reste trop de défis dans l'éducation formelle pour inclure des responsabilités supplémentaires liées à l'éducation non formelle.
- ▶ **Manque de volonté politique** : Le retard dans l'adoption de la stratégie reflète un manque d'engagement politique envers l'éducation non formelle et les alternatives éducatives.

Actions envisagées pour débloquer la situation

Plusieurs initiatives sont prévues pour promouvoir l'adoption de la stratégie :

1. **Fédérer les énergies des parties prenantes** : Le cadre de concertation en cours de mise en place permettra de renforcer la coordination entre les acteurs, y compris les partenaires techniques et financiers, afin de soutenir un dialogue politique accru.
2. **Sensibiliser les décideurs politiques** :
 - ▶ Organisation de visites de terrain pour les députés dans les centres d'éducation non formelle et d'alternatives éducatives afin de leur montrer l'impact concret de ces programmes.
 - ▶ Mise en œuvre d'un plan de communication national pour souligner l'importance des alternatives éducatives.

3. **Accélérer le dialogue politique** :

- ▶ Adoption potentielle de la stratégie par décret gouvernemental ou par une loi votée par le Parlement.
- ▶ Impliquer les députés dans les débats pour garantir une majorité en faveur de l'adoption.

Fenêtre d'opportunité en 2025

L'année 2025 est cruciale pour faire adopter la SRAE avant les élections générales prévues en 2026, qui entraîneront un renouvellement important des responsables politiques. Si la stratégie n'est pas adoptée avant, il faudra sensibiliser les nouveaux élus, retardant potentiellement sa mise en œuvre de plusieurs années.

Implication des acteurs locaux

Rôle des communes dans l'alphabétisation

Les communes sont responsables de :

- ▶ **L'identification des opérateurs locaux** chargés de la mise en œuvre des programmes d'alphabétisation.
- ▶ **La sélection et la contractualisation des opérateurs** à travers des accords directs pour assurer l'exécution des actions.
- ▶ **L'intégration des actions d'alphabétisation dans les plans communaux de développement (PCD)**, généralement sur des périodes de 4 à 5 ans, puis dans les plans d'investissement annuels.

Le **programme PAGEDA**, appuyé par la coopération suisse, soutient cette approche décentralisée en renforçant les capacités des communes dans la gestion de l'alphabétisation, en favorisant l'autonomie locale dans la planification et l'exécution des actions.

Expériences locales en matière d'alternatives éducatives

Certaines communes ont pris des initiatives autonomes pour soutenir les **alternatives éducatives**, en créant par exemple des **centres Barka**, modèles éducatifs permettant aux enfants déscolarisés ou non scolarisés de bénéficier d'un parcours éducatif accéléré. Dans certains cas, les communes ont financé directement les animateurs de ces centres. Toutefois, des **obstacles institutionnels** sont apparus avec la mise en place de la **nouvelle réforme des institutions communales**, qui a compliqué la continuité du financement local de ces centres.

Un exemple notable est la commune de **Malanville**, où le programme PAEFE a dû intervenir pour éviter la fermeture des centres Barka, témoignant des défis liés à la durabilité des initiatives locales.

Engagement des ONG locales

Outre les communes, plusieurs **ONG locales** jouent un rôle actif en prenant des initiatives indépendantes dans les domaines des alternatives éducatives et de l'alphabétisation. Ces interventions sont souvent ponctuelles et localisées, mais elles permettent de combler certaines lacunes là où l'État et les communes n'interviennent pas suffisamment.

Coordination et défis au niveau local

Bien que des efforts de décentralisation aient été faits, la coordination entre les acteurs locaux reste un défi majeur :

- **Manque d'intégration systématique dans les plans communaux** : Toutes les communes ne considèrent pas encore l'éducation non formelle comme une priorité dans leur PCD.
- **Manque de ressources financières locales** : La dépendance aux financements extérieurs pour maintenir les initiatives éducatives complique leur pérennisation.

- **Besoin d'un cadre de concertation local** pour assurer un suivi cohérent des différentes initiatives et favoriser la complémentarité entre les acteurs.

Implication du secteur privé et confessionnel

Le **secteur privé**, notamment à travers les **centres de formation professionnelle confessionnels**, joue également un rôle dans l'absorption des jeunes n'ayant pas eu accès à l'éducation de base. Ces centres offrent des opportunités d'apprentissage adaptées à certains besoins du marché local.

Dispositifs d'appui à l'insertion

L'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et son dispositif local

L'**ANPE** joue un rôle central dans l'accompagnement à l'insertion des jeunes formés, notamment à travers des dispositifs locaux mis en place dans les **communes**. Chaque commune est tenue de désigner un **cadre** chargé d'assumer le rôle d'**Unité locale de promotion de l'emploi (ULPE)**. Ces unités ont pour mission :

- **L'orientation des jeunes**, en leur fournissant des informations sur les opportunités d'emploi disponibles.
- **L'accompagnement vers les opportunités d'insertion**, en les aidant à identifier les programmes ou les projets qui correspondent à leurs compétences et aspirations.
- **Le relais des programmes d'appui à l'emploi**, notamment ceux financés par des bailleurs de fonds comme la Banque mondiale.

Cependant, ces dispositifs rencontrent plusieurs **limites**, notamment :

- ▶ Une faible dotation en ressources humaines et financières, ce qui réduit considérablement leur capacité d'action.
- ▶ Une **présence limitée à un seul responsable par commune**, ce qui limite la portée de l'accompagnement et la proximité avec les jeunes en recherche d'emploi.
- ▶ Une **dépendance aux programmes et projets ponctuels**, comme l'ex-**Programme emploi jeunes (PEJ)**, financé par la Banque mondiale, qui a depuis été remplacé par un nouveau programme, le **PRODIJ** (Programme de développement de l'insertion des jeunes).

Les initiatives du secteur privé et confessionnel : l'exemple des centres Don Bosco

Outre les initiatives publiques, des organisations confessionnelles, telles que les **centres Don Bosco**, ont mis en place des dispositifs d'appui à l'insertion des jeunes. Ces centres salésiens offrent un accompagnement structuré à travers :

- ▶ **Des bureaux d'insertion**, qui assurent une orientation professionnelle dès la formation, en travaillant avec les jeunes sur leurs projets professionnels.
- ▶ **L'initiation à l'entrepreneuriat**, en intégrant des modules de formation sur l'élaboration de plans d'affaires (business plans).
- ▶ **Le soutien à l'installation et à la recherche d'opportunités de stage**, permettant aux jeunes d'acquérir une première expérience professionnelle et d'accéder au marché du travail.

Ces centres jouent un rôle crucial en fournissant un accompagnement de proximité et en facilitant le lien entre la formation professionnelle et l'emploi.

Enjeux et perspectives

Malgré l'existence de ces dispositifs, plusieurs défis subsistent :

- ▶ **Le manque de coordination entre les différents acteurs**, rendant parfois difficile l'articulation entre formation et insertion.
- ▶ **L'absence de financement durable**, notamment pour les structures locales qui peinent à poursuivre leurs activités une fois les projets financés par les bailleurs terminés.
- ▶ **Le besoin de renforcement des capacités locales**, afin que les dispositifs puissent répondre efficacement aux besoins des jeunes en termes d'accompagnement à l'insertion.

Rôle du secteur privé

Implication au niveau national et stratégique

L'implication du secteur privé dans l'enseignement technique et la formation professionnelle est un **axe clé de la Stratégie de développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle**. Pour structurer cette implication, plusieurs dispositifs ont été mis en place, notamment :

- ▶ **Le Cadre national de concertation pour la promotion de l'ETFP**: Cette structure a pour mission d'assurer l'intégration du secteur privé dans la gouvernance de la formation professionnelle, notamment en contribuant à
 - La définition des métiers porteurs,
 - L'élaboration des curricula de formation,
 - L'orientation stratégique des formations en lien avec les besoins du marché du travail.
- ▶ **Les Commissions nationales techniques sectorielles**, qui sont des sous-structures du cadre national et sont chargées d'intervenir dans des branches d'activités spécifiques. Leur rôle est de travailler sur les référentiels métiers et de proposer des ajustements en fonction des besoins économiques du pays.

► Limites:

- Le dispositif peine encore à être pleinement opérationnel toutes les commissions techniques sectorielles n'étant pas encore installées.
- Le manque de coordination intersectorielle entre les différentes parties prenantes freine une approche globale et cohérente de la formation professionnelle.

Implication au niveau local

Pour garantir une prise en compte des besoins territoriaux, des dispositifs décentralisés ont été instaurés :

- Les Comités locaux d'appui à la promotion de l'emploi:
 - Structures décentralisées chargées de rapprocher le secteur privé du système de formation professionnelle au niveau départemental.
 - Composées d'acteurs publics et privés, elles jouent un rôle dans l'identification des besoins en compétences et la mise en relation entre les centres de formation et les entreprises locales.
 - La Coopération Suisse a soutenu la mise en place de certains comités, notamment dans les départements de l'Atacora et de la Donga dans le cadre du programme **FORCE**.
- Engagement des entreprises dans l'identification des filières porteuses :
 - Le secteur privé est impliqué dans la définition des besoins locaux, notamment via des études de marché menées en partenariat avec les collectivités locales et les acteurs de l'éducation.
 - Des actions concrètes incluent la collaboration avec des artisans et des personnes ressources dans le cadre de programmes comme le **PAEFE**, qui intègre la découverte des métiers pour orienter les jeunes.

Participation à la mise en œuvre des formations

Le secteur privé intervient à plusieurs niveaux dans l'organisation des formations professionnelles et alternatives éducatives :

- **Développement des curricula de formation**, avec une approche axée sur les compétences requises par les entreprises locales.
- **Accueil des stagiaires et apprentis**, notamment dans le cadre des formations en alternance et du modèle dual.
- **Partenariats avec les centres de formation**, comme les centres Don Bosco qui travaillent étroitement avec des entreprises pour assurer l'employabilité des jeunes.
- **Participation à l'orientation et à la découverte des métiers**, où des professionnels locaux interviennent pour sensibiliser les jeunes aux opportunités du marché du travail.

Défis

Faible contribution financière:

- Le secteur privé contribue peu au financement de la formation professionnelle. Une étude récente a exploré plusieurs pistes, notamment l'instauration d'une **taxe sur la formation professionnelle** et la création d'unités de formation en entreprise.
- Les grandes entreprises restent peu impliquées dans le financement et préfèrent investir dans des formations internes spécifiques à leurs besoins.

Manque de structuration des dispositifs de collaboration : les comités locaux et autres cadres de concertation manquent encore de moyens pour jouer pleinement leur rôle.

Absence d'incitations gouvernementales : peu de mécanismes incitatifs encouragent les entreprises à investir dans la formation des jeunes.

Niveau opérationnel

PAEFE (Programme d'Appui aux Alternatives Éducatives pour les Enfants exclus du système éducatif formel)

Le programme PAEFE vise à offrir des **alternatives éducatives** aux enfants non scolarisés ou déscolarisés afin de leur permettre d'acquérir les compétences de base (lecture, écriture, calcul).

► Objectifs principaux :

- Fournir une éducation de base à travers un **cycle de 4 ans**, permettant aux jeunes d'atteindre un niveau équivalent au cycle primaire.
- Intégrer une dimension de **découverte des métiers**, afin de sensibiliser les élèves aux opportunités professionnelles existantes.
- Favoriser une réinsertion dans le système éducatif formel ou dans des parcours de formation professionnelle.

► Défis et pistes d'amélioration :

- Le **cycle de 4 ans est perçu comme long et coûteux**, ce qui limite l'efficacité du programme pour certains jeunes ayant déjà une appétence pour les métiers professionnels.
- La nécessité d'établir des **passerelles intermédiaires**, pour offrir une transition plus rapide vers la formation professionnelle.

FORCE (Formation et renforcement de capacités pour l'emploi)

FORCE est le programme dédié à la **formation professionnelle**, visant à doter les jeunes de compétences techniques et professionnelles adaptées aux besoins du marché du travail.

► Objectifs principaux :

- Développer des formations en apprentissage **dual**, en impliquant le secteur privé.
- Assurer l'insertion socio-professionnelle des jeunes en leur permettant d'obtenir des **certifications reconnues**, telles que le **Certificat de Qualification Métier (CQM)**, accessible même aux jeunes n'ayant pas suivi l'école formelle.
- Promouvoir l'entrepreneuriat et l'autonomie des jeunes à travers des modules spécifiques sur la gestion d'entreprise et l'élaboration de business plans.

► Complémentarité avec les autres programmes :

- FORCE peut offrir des **classes d'alphabétisation adaptées**, en collaboration avec PAGEDA, pour renforcer les compétences de base des bénéficiaires en parallèle de leur formation professionnelle.
- Les bénéficiaires de PAEFE qui terminent leur cycle éducatif pourraient intégrer FORCE pour acquérir des compétences techniques directement employables.

PAGEDA (Programme d'Appui à la Gestion Décentralisée de l'Alphabétisation)

PAGEDA se concentre sur l'**alphabétisation des jeunes et adultes**, en mettant en avant une approche décentralisée

► Objectifs principaux :

- Offrir des opportunités d'apprentissage en langues nationales aux jeunes et adultes engagés dans des activités économiques.
- Renforcer les compétences de base (lecture, écriture, calcul) des artisans et apprentis, afin d'améliorer leur gestion d'activité et leur rentabilité.
- Travailler en synergie avec les communes pour **identifier les opérateurs locaux** en charge de la mise en œuvre des actions d'alphabétisation.

- ▶ Complémentarité avec FORCE:
 - Les bénéficiaires de FORCE peuvent être accompagnés par PAGEDA pour acquérir les compétences linguistiques et mathématiques nécessaires à leur activité professionnelle.
 - L'opportunité de traduire certains **curricula de formation professionnelle** en langues locales est envisagée pour faciliter l'apprentissage des jeunes peu ou non scolarisés.

Défis pour l'articulation entre les trois programmes

- ▶ **Zones d'intervention** : Bien que les programmes partagent parfois des zones communes d'intervention, il existe encore des écarts géographiques qui compliquent l'articulation entre les dispositifs.
- ▶ **Passerelles entre les programmes** : Actuellement, il n'existe pas de mécanismes formels systématiques facilitant la transition des jeunes de PAEFE vers FORCE, d'où l'intérêt de l'expérimentation en cours.
- ▶ **Coordination inter-programmes** : Une meilleure coordination est nécessaire pour éviter les ruptures dans les parcours éducatifs et professionnels des jeunes.

Réussites à partager

Complémentarité des composantes éducation de base, formation et insertion

L'expérience montre que les jeunes qui ont des **compétences de base en lecture, écriture et calcul** réussissent mieux dans les métiers de l'artisanat et de l'agriculture. Cette approche évite la fragmentation des interventions augment les **chances d'insertion durable** des jeunes.

Promotion du bilinguisme (langues locales et français fonctionnel)

Cette approche permet aux jeunes d'acquérir des **compétences linguistiques pratiques**, à la fois pour leur environnement immédiat et pour une meilleure employabilité dans un contexte élargi.

Le **défi du multilinguisme** est particulièrement important dans un pays comme le Bénin, où chaque région a sa propre langue, limitant parfois la mobilité professionnelle des jeunes.

Développement de formations modulaires et de courte durée

Face à l'évolution des attentes des jeunes, les programmes ont introduit des **formations modulaires courtes**, ciblant des compétences spécifiques et rapidement monétisables.

- ▶ Par exemple, des compétences comme la **fabrication de briques**, qui nécessitaient auparavant plusieurs années de formation au métier de maçon, peuvent désormais être enseignées en quelques mois, rendant les jeunes rapidement opérationnels.
- ▶ Ces formations permettent aux jeunes d'acquérir des **compétences clés adaptées aux besoins du marché local**, en leur offrant une **voie rapide vers l'emploi**, même si ces emplois sont peu qualifiés.

Approche axée sur les besoins du marché local

Les programmes ont su s'adapter aux **dynamiques économiques locales**, en impliquant les acteurs économiques dans le choix des filières et la conception des formations. Ceci assure une meilleure adéquation entre l'offre de formation et la demande d'emploi.

Adaptation aux contextes d'urgence et aux jeunes vulnérables

Les programmes ont su s'adapter aux contextes d'urgence en proposant des **formations accessibles à des jeunes sans qualification**, leur offrant ainsi une opportunité rapide de génération de revenus. Ces formations permettent de **réduire les risques d'exclusion** et de vulnérabilité des jeunes, qui autrement pourraient être attirés par des solutions de survie précaires.

Leçons apprises, pratiques à améliorer

Limiter la durée des programmes d'éducation alternatives

L'une des principales leçons tirées du programme PAEFE est que **les cycles de formation trop longs** (4 ans) ne répondent pas aux besoins d'une majorité d'apprenants. Il vaudrait mieux privilégier des **cycles plus courts et modulaires** pour permettre aux jeunes de s'orienter rapidement vers une voie professionnelle adaptée à leurs besoins et aux opportunités économiques locales. Il faut aussi prévoir des passerelles intermédiaires dès les premières phases de formation pour favoriser une transition rapide vers des opportunités d'insertion ou le retour dans le système formel.

Importance de l'accompagnement à l'insertion professionnelle

Les programmes de formation professionnelle ont principalement mis l'accent sur le **développement des compétences techniques**, en supposant que des jeunes bien formés trouveraient automatiquement un emploi. Cependant, il est apparu que :

- Le **manque de dispositifs d'accompagnement à l'insertion** constitue un frein majeur à l'emploi, en particulier pour les jeunes les plus vulnérables.
- L'absence de services d'orientation professionnelle, d'appui à l'entrepreneuriat et de fonds de démarrage complique l'insertion des jeunes.

Difficulté d'institutionnalisation des approches

Les initiatives et méthodologies développées dans le cadre des programmes suisses se heurtent souvent à des obstacles politiques, notamment en ce qui concerne l'adoption officielle de la **Stratégie nationale des alternatives éducatives (SRAE)**.

- L'absence de **budgétisation** des alternatives éducatives dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG) constitue un frein majeur à leur adoption et leur mise en œuvre à grande échelle.
- La réticence des autorités à ajouter de nouvelles responsabilités alors que l'éducation formelle reste un défi prioritaire.

Éditeur Agence suisse pour le développement et la coopération DDC
Eichenweg 5, 3003 Berne-Zollikofen
eenetwork@eda.admin.ch
www.sdc-economy-education.ch
www.sdc.admin.ch

Crédits photo Helvetas, Stephane Brabant

Auteurs Équipe d'appui à la section E+E.

Design Helvetas

Berne, juin 2025, © DDC